



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2705
5 juin 2020
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

États-Unis

Un meurtre raciste qui fait exploser la colère sociale



MIKE SEGAR REUTERS

Contre les licenciements

Page 10

Un pour tous, tous pour un !



DR

Leur société

- 6,7 millions de chômeurs : une société malade 3
- Déconfinement : avec crise annoncée 3
- Covid-19 : des chiffres de mortalité sûrement plus élevés 3
- Municipales : rien à en attendre 4
- Collomb et le Nouveau monde : le bateau prend l'eau 4
- Cirque électoral : bientôt de vrais clowns 4
- Sans-papiers : des travailleurs qui relèvent la tête 5
- Manifester : un droit qui s'impose 5
- Rentrée scolaire : beaucoup de mousse pour cacher la pénurie 6
- Blanquer et les lycées professionnels : intérêt à géométrie variable 6
- Écoles du Val-de-Marne : ce n'est pas partout pareil, mais partout c'est le bazar 6
- Écoles d'Orly : des discours à la réalité 6
- Collectivités locales : frappées par la crise et le gouvernement 7
- Violences policières : interdisez ces preuves que je ne saurais voir 7
- Pour Adama Traoré : des milliers dans la rue le 2 juin 7

Dans le monde

- États-Unis : républicains et démocrates contre les manifestants 8
- Space X : un petit pas... en arrière ! 8
- Italie : une régularisation sur mesure pour le patronat 9
- Espagne : non à la fermeture chez Nissan 9
- Hong Kong : Trump, étrange défenseur des libertés 16
- Burkina Faso : Barkhane renforcée, la terreur persiste 16

Dans les entreprises

- Travailleuses, travailleurs : un pour tous, tous pour un ! 10
- Pas touche aux salaires ! 10
- Renault : non aux suppressions d'emplois, répartir le travail entre tous ! 11
- MCA - Maubeuge : une mobilisation massive 11
- CGT : face à la crise, quelles perspectives ? 12
- Sevelnord-Valenciennes 12
- Happychic : prêt-à-porter, prêt à licencier ! 12
- Goodyear - Amiens 13
- Enseignes du vêtement 13
- RATP Bus 13
- Hôpital de la Pitié-Salpêtrière - Paris 14
- Hôpitaux de Saint-Maurice 14
- Ehpad : le pire a-t-il été évité ? 14
- Compagnies low cost 15
- Air France - KLM 15

L'étincelle d'un meurtre raciste fait exploser la colère sociale

C'est une véritable révolte qui traverse les États-Unis. Tous les jours, des centaines de milliers de personnes manifestent dans des dizaines de villes dans tout le pays. Dans une vingtaine d'États, la Garde nationale a été déployée. 5 000 personnes ont été arrêtées. Mais, le 2 juin, les manifestants bravaient toujours les couvre-feux et ne désarmaient pas.

Comment ne pas être révolté face à ce meurtre terrible, de sang-froid, face à ces policiers qui tuent en public un homme menotté et à terre, qui crie sa détresse et dit qu'il va mourir ? Ce qui est arrivé à George Floyd, tant de Noirs l'ont subi. Depuis l'époque de la ségrégation et des lynchages, tant d'entre eux sont morts aux mains des Blancs, pour n'avoir pas été suffisamment dociles ou tout simplement pour avoir été au mauvais endroit au mauvais moment.

Les policiers qui ont étouffé George Floyd pendant neuf interminables minutes ont fait comme bien d'autres avant eux, y compris récemment. Si leur crime n'avait pas été filmé et diffusé, c'est leur rapport mensonger invoquant un « incident médical » qui aurait fait foi. Et encore a-t-il fallu des jours de mobilisation pour qu'un seul policier soit inculpé et emprisonné. Dans l'immense majorité des cas, les policiers meurtriers ne sont même pas inquiétés.

Les États-Unis, ce pays qu'on nous présente souvent comme un modèle, se sont construits sur l'esclavage. La ségrégation et l'exploitation féroce de la main-d'œuvre libre lui ont succédé pour bâtir le capitalisme moderne. Aujourd'hui, le racisme et les discriminations pèsent toujours sur les Noirs, cette partie des prolétaires qui ont les emplois les plus durs et les salaires les plus bas, habitent les logements et les quartiers les plus pauvres, quand ils ne peuplent pas les prisons. Ils ont été plus durement frappés que les autres par le coronavirus. D'une certaine manière, les travailleurs blancs pâtissent également du racisme, car la domination du grand capital s'est appuyée sur cette division entre les Blancs pauvres et les Noirs pauvres.

Peut-être ce racisme est-il aujourd'hui moins général qu'à une époque, comme en témoigne la participation de nombreux jeunes Blancs aux manifestations. Mais il reste omniprésent, comme l'illustre la présidence de Trump. Fils d'un proche du Ku Klux Klan, élu en fustigeant les Noirs et les

migrants, Trump surenchérit ces jours-ci, dans des appels à tirer sur les protestataires. À l'approche de la présidentielle, il mise sur la démagogie raciste et sécuritaire la plus crasse.

Le vent de révolte actuel résulte aussi sans doute de la dégradation brutale des conditions de vie de la classe ouvrière américaine. George Floyd vivait de petits boulots. Il avait été camionneur, puis agent de sécurité dans un restaurant. Depuis le confinement, il était sans emploi. Il a été tué non seulement parce qu'il était noir, mais aussi parce qu'il était pauvre. Cette pauvreté est celle de dizaines de millions de personnes, dans le pays le plus riche au monde, dont il y a encore six mois on nous vantait ici la croissance et le plein-emploi. 40 millions d'Américains viennent d'être mis au chômage et ne peuvent plus payer leur loyer ni leurs crédits, voire font la queue à l'aide alimentaire. Le coronavirus a exacerbé la guerre que la bourgeoisie fait aux prolétaires, jetés à la rue pour que les profits capitalistes soient préservés. Alors, aujourd'hui, tout le système craque.

Les dirigeants démocrates courent après Trump : les uns après les autres, Joe Biden en tête, ils condamnent les émeutiers avec des mots plus durs qu'ils n'en ont vis-à-vis des flics meurtriers. Dans les villes et les États qu'ils dirigent, ils envoient la troupe contre les manifestants. Fondamentalement, leur responsabilité vis-à-vis de la bourgeoisie est de défendre cet appareil d'État barbare, qu'ils dirigent à tour de rôle avec les républicains. Sous Obama, président pendant huit ans, la condition des Noirs ne s'est pas améliorée. Tout cela explose aujourd'hui.

Malgré toutes les différences avec les États-Unis, ce qui se passe là-bas concerne tous les travailleurs d'ici, en France et en Europe. Les violences policières, le racisme, le chômage massif sont les ingrédients connus des émeutes des États-Unis, mais la colère est salutaire car elle peut ouvrir des perspectives. À la base du racisme et de l'oppression des Noirs, il y a le système capitaliste, et il faut espérer que la révolte trouve les voies pour s'en prendre à ce système. Si c'était le cas, elle serait porteuse d'un espoir immense pour tous les travailleurs. Les prolétaires des États-Unis, quelle que soit la couleur de leur peau, mais aussi tous ceux qui se situent de ce côté-ci de l'Atlantique, ont besoin d'en finir avec un système économique et social en faillite.



Manifestation à Brooklyn, New York, le 29 mai.

6,7 millions de chômeurs : **une société malade**

En avril, 843 000 nouveaux chômeurs sont entrés dans la catégorie A, c'est-à-dire sans aucune activité. Cette hausse est sans précédent : + 22,6% par rapport au mois de mars, qui avait déjà connu une hausse record.

Toutes les catégories d'âge sont frappées, en premier lieu les jeunes de moins de 25 ans (+ 29,4%). Désormais, plus de 4,5 millions de personnes sont inscrites à Pôle emploi en catégorie A. Et au total, toutes catégories confondues, le nombre des chômeurs s'élève à plus de 6,7 millions sur la France entière, sans compter Mayotte. Derrière ces chiffres, ce sont autant de familles poussées vers la pauvreté.

Les trois quarts des nouveaux chômeurs de catégorie A sont d'anciens chômeurs de catégorie B ou C (en activité réduite), souvent intérimaires, en CDD ou en

contrat court. Dans les secteurs comme le commerce, les services à la personne, l'hôtellerie, le tourisme, la restauration, le transport, la construction, l'industrie du spectacle, la crise sanitaire les a contraints à cesser complètement le travail.

La réforme de l'Assurance chômage, qui entre en vigueur au 1^{er} septembre, va aggraver la situation en durcissant le mode de calcul de l'allocation pour les travailleurs ayant alterné contrats courts et périodes de chômage.

Pour commenter cette hausse, le ministère du Travail a déclaré : « *Le chômage augmente parce que les*

entreprises, dans le contexte actuel, n'embauchent plus, mais pas parce qu'elles licencient massivement. » Était-ce censé rassurer, ou au contraire l'aveu que l'hécatombe ne fait que commencer ? Au même moment, toutes les grandes entreprises annonçaient des suppressions d'emplois pour les mois à venir. Renault a confirmé la suppression de 15 000 postes, dont 4 600 en France. Airbus prépare un plan de licenciements qui, d'après le journal britannique *The Telegraph*, pourrait concerner 10 000 travailleurs. Air France a annoncé en interne un vaste plan de réduction d'effectifs. Et la liste va encore s'allonger.

Voilà l'avenir que les capitalistes préparent aux travailleurs : d'un côté, des millions de femmes et d'hommes



condamnés à la violence du chômage et de la pauvreté ; de l'autre, ceux qui gardent un emploi sentent la menace des baisses de salaire, des journées de travail rallongées, des congés rognés. Pendant ce temps, dans les entreprises et dans les services publics utiles à la population, ces millions de bras et de cerveaux

vont manquer.

Sacrifier la vie des travailleurs pour sauver les fortunes des riches, ce n'est pas une fatalité liée à la baisse réelle des ventes. C'est un choix de classe pour répondre à cette crise sans toucher aux profits des capitalistes.

Julie Lemée

Déconfinement : **avec crise annoncée**

Avec le déconfinement, le gouvernement pousse à la reprise du travail dans les entreprises où celui-ci avait cessé, au retour à la cadence normale dans les autres. Mais, en économie capitaliste, il ne suffit pas de remettre les travailleurs à l'ouvrage, encore faut-il que des consommateurs achètent les marchandises et les services ainsi produits.

Aujourd'hui, les automobiles sont sur les parkings des usines, les pommes de terre sont stockées dans les fermes, les hôtels sont vides, les avions à l'arrêt. Les ministres et les médias font donc campagne pour que les consommateurs consomment. Ainsi, à l'écoute des informations lundi 1^{er} et mardi 2 juin, il semblait que la population française, après deux mois de confinement, allait retrouver la vraie vie, à savoir les terrasses des bistrotiers et la préparation des congés. Le fait d'aller boire une bière en terrasse devient un acte de résistance économique et une affirmation de l'art de vivre à la française, un art dont les maisons Pernod-Ricard, Courvoisier et Kronenbourg sont les hérauts. Les télévisions

multiplient les reportages sur les destinations de rêve en métropole, les beaux hôtels, les campings idéalement situés, etc. Le ministre de l'Économie met au point des primes pour acheter des voitures neuves et des économistes insistent sur le fait que les ménages auraient épargné 55 milliards d'euros pendant le confinement. Il conviendrait maintenant de les dépenser !

En même temps, 850 000 travailleurs précaires ont perdu leur emploi, des centaines de milliers d'autres n'ont plus aucune opportunité de travailler, des millions ont vu leurs revenus amputés et redoutent les licenciements. Toute la classe travailleuse craint avec raison de subir le chantage entre réduction de salaire et licenciement. Ce ne

sont pas ces travailleurs, pas plus que les six millions déjà au chômage, qui risquent de consommer plus.

Ces voitures que bien peu peuvent acheter, alors que des millions de guimbardes sont en circulation, ces hôtels vides alors que la moitié de la population ne part pas en vacances faute de moyens, ces tonnes

de pommes de terre prêtes à être jetées et ces huîtres devenues trop grosses pour être vendues, alors que des quartiers comptent sur l'aide alimentaire, sont autant d'illustrations de l'absurdité de l'économie capitaliste.

Les reportages radieux dans lesquels les bobos parlent aux bobos de leurs apéros et les incantations

à la consommations entonnées par les économistes n'y changeront rien.

C'est une tare congénitale de ce système que d'être périodiquement conduit à réduire les travailleurs à la misère alors même que l'économie crève de ne pouvoir écouler ses marchandises.

Paul Galois



Voitures invendues stockées sur un parking d'usine Renault.

Covid-19 : **des chiffres de mortalité sûrement plus élevés...**

Une étude de l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale) publiée fin mai montre que le nombre d'arrêts cardiaques a fortement augmenté.

Ces accidents cardiaques ont causé 521 morts au cours des six premières semaines du confinement, du 16 mars au 26 avril à Paris et dans les départements de la petite couronne (Hauts-de-Seine,

Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne). Leur nombre a même doublé au pic de la pandémie, les semaines des 23 et 30 mars.

Les auteurs de l'étude expliquent que plus de 90 %

des arrêts cardiaques ont eu lieu à domicile, où les familles ont souvent été incapables de pratiquer un massage cardiaque, et que les secours (Samu et pompiers) ont été plus longs à joindre et à arriver sur place. Ils ajoutent : « *Il y a eu rupture du suivi médical des patients, parce qu'ils n'ont pas pu consulter, qu'ils ont*

craint de gêner, d'où un retard à l'appel ou la peur, pour certains, d'être contaminés à l'hôpital. »

Une telle augmentation des arrêts cardiaques et de leur mortalité a aussi été relevée par des équipes médicales à New York, en Californie ou en Italie, notamment dans la région particulièrement touchée de la

Lombardie.

On se doutait bien que les chiffres de mortalité du gouvernement ne rendaient pas compte de la réalité, notamment dans les Ehpad mais aussi à domicile. Des études comme celle de l'Inserm commencent à en apporter la preuve.

Cédric Duval

Municipales : rien à en attendre

Après bien des hésitations, le gouvernement a finalement décidé que le deuxième tour des élections municipales se tiendrait le 28 juin, si les conditions sanitaires le permettent, pour les 4 922 communes n'ayant pas élu leur conseil municipal au premier tour. Ces élections préoccupent fortement les politiciens et leur tenue a été l'objet d'une véritable bataille de chiffonniers.



Le maintien du premier tour, en pleine épidémie et à deux jours du confinement, avait provoqué de nombreuses critiques, provenant parfois des mêmes politiciens qui avaient poussé à l'organiser. Pour le second tour, le gouvernement a d'abord tenté de se prémunir contre une nouvelle polémique en proposant un débat parlementaire, histoire d'obliger les députés à s'impliquer avec lui. Le débat a été refusé par une grande partie desdits députés, trop contents de laisser le gouvernement choisir seul de convoquer le deuxième tour et risquer ainsi d'être accusé d'irresponsabilité en cas de contaminations pendant son déroulement.

Le gouvernement a donc marché sur des œufs, tiraillé entre le Conseil scientifique qui évoque des « risques sanitaires importants » inhérents à la campagne électorale, et les pressions contradictoires d'une partie

du monde politique. Une vingtaine de députés LREM, La France Insoumise, Debout la France ou UDI, qui n'ont que peu ou pas de candidats en lice après le premier tour, s'opposaient ainsi à la tenue du deuxième avant l'été. Le Parti socialiste et Les Républicains, souvent arrivés en tête le 15 mars, poussaient au contraire à sa convocation rapide, de manière à éviter de devoir refaire le premier tour, comme la Constitution l'exigerait passé un certain délai.

La pression venait aussi directement des maires et des élus. L'incertitude quant à la convocation d'un second tour ou l'éventualité de nouvelles élections municipales empêchaient la mise en place des conseils municipaux et intercommunaux, et notamment le lancement d'appels d'offres pour les marchés publics : entretien de la voirie, des bâtiments de la commune ou du regroupement de communes, ou autres.

C'est bien sûr d'autant plus le cas dans les grandes villes dont le maire n'est pas encore élu et où les marchés publics sont encore plus un enjeu pour les entreprises.

Avec l'approfondissement de la crise économique, l'État pourrait diminuer encore les moyens des collectivités. Le chômage ne peut qu'exploser, du fait des licenciements prévus par les entreprises dans tous les secteurs et toutes les régions. Les nouveaux élus sont sous la pression des restrictions budgétaires et incités à accompagner les attaques qui se préparent contre les classes populaires.

De plus, lors de ce deuxième tour, nulle part on ne pourra entendre un programme défendant les intérêts vitaux des travailleurs. Autant dire que ces derniers n'ont rien à en attendre et doivent se préparer à se défendre sur un tout autre terrain que celui des élections.

Jacques Le Gall

Collomb et le Nouveau monde : le bateau prend l'eau

« La politique, c'est comme l'andouillette. Ça doit sentir la merde mais pas trop », déclarait crûment Édouard Herriot, longtemps maire de Lyon avant et après la Seconde Guerre mondiale et maître en combinaisons et coups tordus sous les III^e et IV^e Républiques.

Aujourd'hui Gérard Collomb partage avec son célèbre prédécesseur d'avoir été maire de Lyon, de 2001 à 2017, et de l'être redevenu après avoir abandonné en 2018 le poste de ministre de l'Intérieur de Macron pour préparer les élections municipales.

Après quarante ans passés au Parti socialiste, Collomb a été en 2017 un des principaux parrains de Macron et un pilier de La République en marche. Récompensé par un poste de ministre de l'Intérieur, il l'a abandonné quand des vents mauvais ont commencé à souffler sur l'embarcation macroniste. Sa démission du gouvernement ne l'a pas sauvé du discrédit puisque la liste investie par

La République en marche au premier tour des municipales à Lyon est arrivée en troisième position en mars dernier, derrière Les Républicains et Europe écologie les Verts, arrivée en tête au premier tour.

Collomb a donc machiné une nouvelle alliance avec Les Républicains dans la perspective d'abandonner la présidence de la Métropole de Lyon à la tête de liste du parti de droite mais de porter à la mairie de Lyon son poulain du premier tour. Il s'est affiché avec l'ex-figure nationale de la droite mais baron régional Laurent Wauquiez, ce qui a amené LREM à lui retirer son soutien.

Cette péripétie est à l'image des difficultés du

parti de Macron, qui a construit son succès en 2017 grâce au discrédit des partis d'alternance et aux ralliements de figures de second plan ou d'ambitieux venus de droite et de gauche. Mais il ne parvient pas à devenir un mouvement national cohérent, avec des implantations locales solides et une fidélité incontestable

au chef. L'échec des listes LREM dans bien des municipalités et l'impopularité de Macron lui-même ne vont pas faciliter l'émergence et l'ancrage d'un tel parti. La tendance actuelle serait plutôt à abandonner le navire.

Pour les travailleurs et les classes populaires, cela ne change évidemment rien.

Par contre, la crise politique liée à l'effondrement électoral du PS et de la droite classique, qui avait permis le succès de Macron à la présidentielle, a de beaux jours devant elle et risque bien de s'approfondir avec la crise économique qui a commencé dans le sillage de la pandémie de Covid-19.

Boris Savin



Collomb le jour de sa démission du gouvernement, pour tenter d'échapper au discrédit de LREM.

FRANCE 24

Cirque électoral : bientôt de vrais clowns ?

La rumeur médiatique fait écho d'éventuelles candidatures venues du monde de la télévision ou du show-biz à l'élection présidentielle de 2022.

Avec celui de l'humoriste Jean-Marie Bigard, le nom de l'animateur Cyril Hanouna est aussi avancé.

En Italie, l'ex-comique Beppe Grillo, fondateur

du Mouvement 5 Étoiles aujourd'hui au gouvernement, en Ukraine l'ex-acteur et animateur de télévision Volodymyr Zelensky élu président en

2019 peuvent susciter des vocations parmi des personnalités du spectacle prétendant s'adresser « au peuple ».

Que des personnalités faisant profession de pitres sur des plateaux de télévision ou des scènes de

spectacle jouent leur carte dans le cirque politique serait finalement logique car tous les dirigeants bien propres sur eux comme Macron font une carrière d'acteur.

Les élections, les prétendues institutions

représentatives du peuple, toute cette machinerie de théâtre dissimule le fait que la bourgeoisie mène la danse.

Alors, au fond, pourquoi pas un homme du métier pour jouer cette farce ?

B. S.



SERGE D'IGNAZIO

La manifestation parisienne du 30 mai.

Sans-papiers : des travailleurs qui relèvent la tête

En participant massivement aux Marches de la solidarité organisées le 30 mai à Paris et dans plusieurs villes de province, malgré l'interdiction, la présence policière et les risques encourus, des milliers de travailleurs sans papiers ont décidé de sortir de l'ombre pour exiger leur régularisation.

Livreurs à vélo ou en scooter, travailleuses et travailleurs du nettoyage, agents de sécurité, aides à domicile, éboueurs, plongeurs dans la restauration, manœuvres dans le bâtiment, saisonniers dans l'agriculture, voilà quelques-uns des emplois vitaux assurés par les travailleurs immigrés souvent sans papiers. Certains ont continué à travailler

pendant tout le confinement pour livrer midi et soir, la peur au ventre, des repas pour le compte de Deliveroo, Uber, Frichti ou d'autres plateformes.

Mal payés, souvent exploités en sous-traitance, sans contrat, obligés de se battre pour toucher leur salaire, ils ont circulé à Paris en risquant, pire que le Covid-19, les contrôles de policiers exigeant

attestation dérogatoire et papiers d'identité en règle. Le confinement, avec la fermeture des restaurants, des chantiers, des aéroports, en a privé beaucoup d'autres de tout emploi, déclaré ou pas, les privant de tout revenu puisque leur précarité les empêchait de bénéficier du chômage partiel ou d'autres dispositifs gouvernementaux.

À la précarité de l'emploi s'ajoute pour ces damnés de la terre la précarité du logement. Ils sont contraints de s'entasser dans des foyers surpeuplés où les mesures d'hygiène et la distanciation physique sont difficiles à respecter. D'autres

doivent en passer par des marchands de sommeil qui exigent un loyer exorbitant pour un logement insalubre. Ils partagent ces conditions de vie et de travail difficiles avec d'autres travailleurs des banlieues parisiennes ou des grandes villes. Mais l'absence de titre de séjour, en exacerbant leur précarité, aggrave leur situation.

C'est pourquoi un si grand nombre d'entre eux a choisi de descendre dans la rue, alors même que les manifestations restent interdites. Ils voulaient exprimer leur colère : ils sont là depuis 10 ou 15 ans, ils paient leur loyer, ils

assurent des emplois vitaux, ils ont été en première ligne depuis trois mois, ils doivent être régularisés. Ils ont entièrement raison et le combat qu'ils ont entrepris en s'organisant pour obtenir des papiers, doit être aussi celui de tous les travailleurs.

Il ne faut pas laisser patronat et gouvernement faciliter l'exploitation des sans-papiers en refusant de les régulariser et en leur imposant des horaires à rallonge pour des salaires de misère, et ainsi diviser les travailleurs et affaiblir leur camp. Régularisation de tous les sans-papiers!

Xavier Lachau

Manifester : un droit qui s'impose

Samedi 30 mai, la Marche annuelle des solidarités, revendiquant la régularisation des sans-papiers, était interdite par la préfecture de police à Paris comme dans plusieurs villes. Mais c'était sans compter avec la volonté des travailleurs sans papiers qui, par milliers, ont courageusement bravé cette interdiction.

L'ampleur de la mobilisation a permis, des foyers de banlieue jusqu'au cœur de Paris, de faire entendre la combativité des travailleurs sans papiers. Le prétexte avancé par le préfet, respect des mesures sanitaires et l'interdiction des rassemblements de plus de 10 personnes, est indécrot : les 34 000 travailleurs résidents des foyers sont au contraire bien souvent entassés dans les chambres minuscules par les bailleurs, avec la complicité des pouvoirs publics, sans parler des odieux centres de rétention administrative qui continuent à les enfermer en vue d'expulsion, malgré l'arrêt des

vols internationaux.

Les associations et collectifs à l'origine de l'appel ont décidé de maintenir celui-ci, malgré l'interdiction, « avec le port du masque et en respectant la distanciation ». À Paris, deux points de rendez-vous avaient été donnés, à Madeleine et à Opéra. À Montreuil, un cortège de 1 200 manifestants, parti des foyers, s'est élancé par la rue principale en direction de Paris avec enthousiasme et au pas de charge. Les slogans : « Solidarité avec les sans-papiers ! » « Des papiers pour tous ! », résonnaient sous les vivats des passants, à la fois surpris et impressionnés

par le nombre et le courage des manifestants. L'organisation de la manifestation était assurée par les travailleurs africains eux-mêmes qui représentaient 95 % du cortège. Tout le monde portait un masque, un service d'ordre écartait les voitures et veillait à ne pas renverser de mobilier ou les poubelles des habitants.

Le cortège, sans voir l'ombre d'un policier, a ainsi franchi la porte de Montreuil et pénétré dans Paris. Après la place de la Nation, les CRS formaient un barrage sur le boulevard Voltaire pour empêcher la progression, sans toutefois venir au contact. Des lacrymogènes ont été envoyés sur la tête du cortège, figé à une centaine de mètres, sans parvenir à disperser les manifestants. Au bout d'une heure de statu quo, ceux-ci choisissaient de revenir à Montreuil, toujours avec le même dynamisme. La

manifestation s'est conclue par un rassemblement avec des prises de parole sur la grande place de la Mairie.

C'est aussi le nombre important de manifestants qui a empêché police et gendarmerie de disperser la manifestation principale. Si les policiers dès 14 heures contrôlaient place de la Madeleine ceux qui ressemblaient à des sans-papiers, ils n'ont pas pu empêcher la formation d'un cortège d'un millier de sans-papiers parti rejoindre l'autre rassemblement à Opéra. Là encore, malgré le gazage, les matraques et les interpellations par les troupes du préfet, plusieurs milliers de personnes arrivant des rues adjacentes, ont imposé le départ de la manifestation qui a emprunté le parcours refusé deux jours plus tôt. Un autre cortège venu d'Ivry l'a aussi rejoint. À l'arrivée du cortège, la place de la République était

bien animée. S'il n'y a pas eu d'affrontement direct avec la police, 92 personnes ont été interpellées, mais la quasi-totalité ont été relâchées dans les heures qui ont suivi.

Ce sont donc près de 10 000 travailleurs, les plus dénués de droits ou de protection, qui ont les premiers bravé l'interdiction de manifester. Ils dénonçaient aussi la dégradation des conditions de vie et de travail, liée à la crise sanitaire, et surtout à la crise économique qui frappe de plein fouet nombre d'entre eux. Des manifestations semblables ont aussi eu lieu dans bien d'autres villes, et c'est le produit d'une mobilisation importante opérée à partir des foyers de résidents. C'est un exemple pour tous les travailleurs. Comme le disait un manifestant : « Je n'ai plus peur de rien. Il faut relever la tête ! »

Correspondant LO

Rentrée scolaire: beaucoup de mousse pour cacher la pénurie

Avec l'entrée dans la phase 2 du déconfinement, le Premier ministre annonçait pour le 2 juin un retour généralisé des élèves en classe. Le ministre de l'Éducation renchérisait, parlant d'urgence sociale et d'impératif éducatif.

Ainsi le ministre en charge semblait se soucier de la gravité du problème de l'éducation, après avoir expliqué pendant les deux mois de confinement que tout allait pour le mieux et que le total des élèves décrocheurs se limitait à 4%. Tirant le bilan de la phase 1 du déconfinement, Blanquer annonçait triomphalement plus de 80% des écoles déjà ouvertes. Dès le 2 juin elles devaient l'être toutes, tous les niveaux étant désormais accueillis en zone verte et les lycées rouverts.

Mais la promesse était à peu près aussi crédible que les masques à disposition pour tous au pic de l'épidémie. Comme tout parent a pu le vérifier, il existe un véritable gouffre entre les déclarations d'autosatisfaction du ministre et les possibilités réduites de l'accueil dans le système scolaire. Le 28 mai, en zone verte, à peine un écolier sur cinq avait pu retourner en partie à l'école. Seulement un tiers des élèves de sixième

et cinquième avaient mis le bout d'un doigt de pied au collège.

Tartuffe même dans la posture, le ministre a donc annoncé la réouverture générale, affirmant benoîtement: «*Toutes les familles qui le souhaitent doivent pouvoir scolariser leurs enfants.*» Dans la réalité, les écoles n'ont déjà plus les moyens d'accueillir des élèves supplémentaires dans des classes trop petites, sans installations sanitaires adéquates et sans personnel suffisant même en temps normal.

Dans les collèges, l'élargissement de l'accueil en zone verte aux élèves de quatrième et troisième signifiera un accueil encore plus réduit, sans doute une ou deux matinées par semaine pour chaque collègien, et seulement pour quelques matières.

Dans les lycées, même avec une ambition ministérielle réduite à l'accueil d'un seul niveau, il faudrait pouvoir diviser les effectifs des

classes par trois. Au total, à peine un sixième de l'ensemble des lycéens pourraient potentiellement faire leur rentrée avant l'été. Bien des établissements restés fermés ont décidé de reporter la réouverture, de concentrer l'accueil sur les élèves préparant les oraux de rattrapage du bac ou d'organiser des rencontres pour conseiller les lycéens dans leur orientation.

Bien que le ministre ait claironné la volonté d'accueillir en priorité les élèves décrocheurs ou handicapés, aucun moyen supplémentaire n'a été alloué. Les contraintes sanitaires imposent deux fois plus de travail au personnel de service, déjà en sous-effectif permanent tant le nombre de postes a diminué ces dernières années.

Pas de places pour les élèves, pas de personnel pour faire fonctionner les établissements, des surcharges de travail pour les agents et les enseignants, qui doivent continuer les cours à distance en plus de l'accueil des élèves, c'est ce que le ministre appelle une rentrée réussie.

Gilles Boti

Blanquer et les lycées professionnels: intérêt à géométrie variable

Déplorant le décrochage des jeunes scolarisés dans les lycées professionnels, qui toucherait 20% des élèves, le ministre de l'Éducation nationale, Blanquer, s'est félicité de leur ouverture. Il a affirmé dans tous les médias qu'il s'agissait même de sa première priorité.



CITE SCOLAIRE SAINT-AMOUR

Les lycées professionnels scolarisent quatre lycéens sur dix, soit 643 800 jeunes. Mais l'intérêt de ce ministre pour ces jeunes en majorité issus des classes populaires est surtout une posture, car la politique qu'il a mise en œuvre vise au contraire à démolir cette filière.

Sa réforme de l'enseignement professionnel destinée à « transformer le lycée professionnel » a été contestée dans la rue et dans la grève par des milliers d'enseignants, de parents et d'élèves à la fin de l'année dernière. Et pour cause. Elle revient en effet à réduire de 9 à 11 semaines les cours destinés aux élèves en

baccalauréat professionnel, à diminuer les heures de 16% en CAP et de 10% en baccalauréat professionnel pour les disciplines professionnelles, de 50% en CAP et 25% en bac professionnel pour les disciplines générales. Plus généralement, alors que 22 500 jeunes supplémentaires devraient rentrer dans le secondaire, d'après les syndicats, il aurait fallu recruter au bas mot 1 100 professeurs pour ne serait-ce que maintenir le nombre d'adultes dans ces établissements. Mais il n'est pas prévu de créer le moindre poste d'enseignant pour la rentrée 2020. Et des filières professionnelles

entières sont supprimées.

L'enseignement professionnel doit fournir les futurs électriciens, menuisiers, techniciens ou conducteurs d'engins dont le patronat a besoin. Mais cela doit se faire à moindre coût. Et il ne s'agit évidemment que de former de la chair à exploiter. Qu'ils soient de futurs lycéens de la voie professionnelle ou de futurs prolétaires à la recherche d'un emploi, ces jeunes devront donc apprendre bien vite à se défendre et à combattre cette société capitaliste. Des jeunes futurs révoltés que Blanquer portera à coup sûr beaucoup moins dans son cœur.

Aline Rétesse



THIERRY CREUX

Écoles du Val-de-Marne: ce n'est pas partout pareil, mais partout c'est le bazar

Dans certaines villes du département, comme Choisy-le-Roi, des élèves sont accueillis toute la semaine, d'autres une semaine sur deux. Ailleurs, comme à Villejuif, peu d'élèves sont accueillis et les parents qui travaillent ne savent pas comment faire.

Pour le matériel anti-Covid, il y a partout des masques, mais pas toujours de bonne qualité. Et on interdit au personnel d'utiliser ses propres masques. Il y a parfois des lingettes qui permettent de désinfecter en présence des enfants, ou parfois non, cela dépend des mairies. Certaines villes fournissent des visières, mais rien n'est organisé par l'Éducation nationale, ni pour les enseignants ni pour les AVS (auxiliaires de vie scolaire)

qui s'occupent d'enfants handicapés ayant parfois bien du mal à respecter les gestes barrières.

Alors, partout le personnel passe ses journées à dire non à des enfants qui ne peuvent ni jouer normalement avec leurs copains, ni utiliser un ballon, ni prêter leur crayon à leur voisin, ni être avec leurs camarades de classe ou leur enseignant habituel, parfois pas même dans leur école.

Correspondant LO

Écoles d'Orly: des discours à la réalité

À Orly, dans le Val-de-Marne, depuis le 18 mai, les enseignants et les directeurs ont dû organiser des classes Covid, donc des classes vides, et puis faire des groupes d'élèves qui ne sont pas tous de la même école ni du même niveau.

Il a fallu préparer les roulements de présence des enseignants dans les classes, et puis les récréations et les déplacements pour que les groupes ne se croisent pas; sans oublier le lavage des mains dans des toilettes où parfois seuls trois robinets peuvent être utilisés en même temps.

Puis, comme à partir du 2 juin de nouvelles écoles et classes allaient ouvrir, mais pas toutes, il a

fallu recommencer: l'aménagement, le fléchage, les groupes... et tout cela en continuant le travail à distance pour les enfants (80% environ) qui ne sont pas revenus à l'école.

Alors, tout le monde attend avec inquiétude et fatigue la nouvelle annonce du ministre ou de l'inspection qui va obliger le personnel des écoles à tout recommencer!

Correspondant LO

Pour Adama Traoré: **des milliers dans la rue le 2 juin!**

Les violences policières racistes ne sont pas l'apanage des États-Unis. En France, des milliers de manifestants sont descendus dans la rue pour le dire, en exigeant justice pour Adama Traoré, mardi 2 juin. Ils étaient, selon les chiffres de la police, 20 000 à Paris, un millier à Lyon, des centaines à Lille.

Adama Traoré est mort entre les mains des gendarmes suite à une interpellation musclée le 19 juillet 2016. Depuis, la justice, la police et les experts nommés par l'administration ont couvert les gendarmes, alors que les expertises indépendantes et les témoignages montrent leur

responsabilité. La famille n'a eu de cesse de demander justice et d'affirmer que bien d'autres étaient morts comme Adama Traoré ou sont, chaque jour, victimes des brutalités policières ciblées. L'actualité récente le démontre encore avec le cas d'un adolescent de Bondy, âgé de 14 ans, tabassé par

quatre policiers après une tentative de vol. L'adolescent, un Rom, souffre d'un traumatisme crânien et d'une fracture de la face menaçant son œil.

Ces violences sont certes le fait d'individus mais toute l'institution policière est imprégnée de racisme et de haine des pauvres. Cela découle de sa fonction et c'est pourquoi elle est systématiquement couverte par la hiérarchie. Le ministre Castaner l'a encore montré le 2 juin en envoyant ses sbires disperser la manifestation parisienne, la noyant

sous les gaz et embarquant 19 personnes. Il a assorti cette démonstration de force de commentaires élogieux pour la police et méprisants pour les manifestants, tout en continuant à affirmer que la police républicaine

lutte contre le racisme.

Ceux qui ont manifesté par milliers le 2 juin ont montré que cette lutte, ils sont déterminés à la mener, y compris contre la police de Castaner.

Paul Galois

Violences policières: **interdisez ces preuves que je ne saurais voir**

Le député LR des Alpes-Maritimes Éric Ciotti a tenu le 26 mai à marquer son soutien aux pires pratiques policières.

Ciotti veut lutter contre l'insécurité... dont seraient victimes les policiers! Pour cela, il a déposé une proposition de loi visant à interdire « la diffusion, par quelque moyen que ce soit et quel qu'en soit le support, de l'image des fonctionnaires de la police nationale, de militaires, de policiers municipaux ou d'agents des douanes ». La peine

serait une condamnation à 15 000 euros d'amende et à un an d'emprisonnement. Rien que ça!

Il faudrait donc se contenter de faire confiance à la parole des policiers soupçonnés de brutalité, dont on s'aperçoit qu'elle est souvent mensongère quand elle est confrontée aux vidéos prises par des témoins.

La veille du dépôt du

projet sécuritaire de Ciotti à l'Assemblée nationale, l'indignation avait commencé à se généraliser à la vue de la vidéo de la mise à mort de George Floyd par des policiers de Minneapolis. Et un jour après des policiers de Neuilly-sur-Marne ont été filmés en train d'insulter et de tabasser un homme qu'ils avaient déjà menotté. Visiblement, ces faits ne font que convaincre Ciotti qu'il ne faut surtout pas les montrer.

Lucien Déroit



Devant le Palais de Justice le 2 juin Porte de Clichy à Paris.

Collectivités locales: **frappées par la crise et le gouvernement**

Les collectivités locales, dont les finances sont déjà souvent mal en point, ont vu la crise sanitaire aggraver leur situation. C'est vrai en premier lieu dans les départements qui concentrent une forte proportion de travailleurs précaires.

L'ADF (Assemblée des départements de France) vient ainsi de publier des statistiques sur l'augmentation du nombre des personnes touchant le revenu de solidarité active (RSA).

Depuis le début du confinement, il y a 2,4% d'allocataires du RSA en plus dans l'Eure, 5% dans le Bas-Rhin

et 10% en Meurthe-et-Moselle ou en Seine-Saint-Denis. Ces deux départements, parmi les plus ouvriers du pays, arrivent en tête du classement, et cela n'a rien d'étonnant.

Le RSA peut être attribué à des travailleurs de plus de 25 ans ayant perdu leur emploi, mais n'ayant

pas assez cotisé pour avoir droit aux allocations chômage. Ce sont donc des précaires qui cumulent les petits jobs, les CDD, les missions d'intérim coupées de périodes de chômage, les vacances à l'heure, qui se retrouvent n'avoir que le RSA pour vivre. Ou plutôt pour survivre, car son montant, même revalorisé au 1^{er} avril, n'est que de 564,78 euros pour une personne seule et de 847,17 euros pour un couple sans enfant.

Ces travailleurs ont été

les premiers à perdre massivement leur emploi avec la crise du Covid-19. Or ils ne résident évidemment pas dans les beaux quartiers et les banlieues chic, et ce sont les communes et départements populaires où ils habitent qui, déjà les plus éprouvés par les multiples contrecoups de cette crise, doivent faire face à l'explosion des dépenses sociales. Ces communes doivent fournir ici une aide alimentaire, là des subsides à des familles qui n'ont plus aucun revenu. Et bien sûr, alors que les départements ouvriers comptaient déjà avant la crise le plus grand nombre d'allocataires du RSA, ce sont encore eux qui doivent subir sa montée en flèche. Résultat, ils peuvent de moins en moins assurer certaines dépenses sociales – subventions aux cantines scolaires, au logement, secours d'urgence, etc. –, ce dont les plus pauvres de leurs habitants sont les principales victimes.

En janvier 2003, quand le gouvernement Raffarin

avait instauré le RSA, il s'en était déchargé sur les départements. Il avait promis de leur rembourser « à l'euro près » ce qu'ils verseraient à ce titre. En 2020, le gouvernement leur en rend à peine plus de la moitié. La charge est de plus en plus écrasante avec l'explosion combinée de la précarité et du chômage.

Et cela ne va pas de s'améliorer, car l'État de la bourgeoisie ne sait plus quoi inventer pour présenter aux classes laborieuses l'addition de la crise sociale et économique. Ainsi, le 29 mai, Édouard Philippe a annoncé en fanfare « un plan de soutien massif aux collectivités locales ». Elles devraient recevoir 4,5 milliards d'euros, dont 2,7 milliards pour les départements. Pourtant, selon le rapport du député Jean-René Cazeneuve, peu suspect de noircir le tableau car il est macroniste, ces mêmes collectivités vont perdre 7,5 milliards en 2020!

Pierre Laffitte

Avec Lutte ouvrière: **des idées pour comprendre le monde**

En raison de l'épidémie de coronavirus, nous n'avons pas pu tenir notre Fête comme chaque année à Presles, dans le Val-d'Oise, le week-end de la Pentecôte.

Pour beaucoup de ceux qui y viennent, ce rassemblement constitue une occasion d'assister à nombre de conférences et de débats sur des sujets politiques, historiques, scientifiques, artistiques...

Pour tous ceux à qui cela manque, et ils sont nombreux, il reste l'alternative de se reporter à nos publications, au site Internet de Lutte ouvrière, mais aussi à un nouveau site multimédia, *Des idées*

pour comprendre le monde, où l'on trouvera un certain nombre d'exposés en vidéo sur différents sujets d'actualité, ou à caractère historique ou scientifique.

Bonne visite virtuelle à tous, en attendant de nouvelles occasions de faire la fête!

<https://www.lutte-ouvriere.org/comprendrelemonde>



L'INTERNATE

États-Unis : républicains et démocrates contre les manifestants

Le meurtre de sang-froid du Noir George Floyd par un policier blanc à Minneapolis a provoqué de nombreuses manifestations à travers tous les États-Unis. Les manifestants, qui bravent les couvre-feux, se heurtent souvent à des forces de police ou à des militaires chargés de maintenir l'ordre établi, fût-il raciste, envoyés dans les rues par des responsables républicains autant que par des démocrates.

La campagne présidentielle, qui s'intensifie à quelques mois du vote en novembre prochain, incite Trump à tenir un discours sécuritaire clairement dirigé contre les Noirs et les Blancs révoltés par le racisme policier. Se décrivant comme « le président de la loi et de l'ordre », Trump paraphrase l'ancien président républicain Nixon, qui avait tenu ce langage en 1968 pour attirer les voix des racistes horrifiés par les grandes émeutes urbaines. Des révoltes secouaient alors les villes du pays et venaient en point d'orgue d'un mouvement noir qui s'approfondissait et devenait menaçant pour le capitalisme et l'État américains.

Voulant réduire les protestations actuelles à l'action de quelques bandes qui incendient et pillent des commerces, Trump a aussi repris la déclaration d'un shérif raciste de Miami dans les années 1960 : « *Quand les pillages commencent, les tirs commencent* », ajoutant « *Merci!* » pour bien signifier que la répression serait encouragée.

Ce qui est présenté comme des « pillages » est bien souvent le fait de pères et de mères de familles pauvres, au chômage comme plus de 40 millions de personnes, qui ont un besoin vital de rapporter de quoi manger à la maison.

Sur le terrain, la police et les autorités locales ont

d'abord été prudentes, ne voulant pas que des victimes parmi les manifestants viennent attiser la révolte qui s'étend d'une ville à l'autre. On a même vu des policiers, sincèrement révoltés par le meurtre de George Floyd ou voulant simplement éviter l'amalgame avec leurs collègues racistes et brutaux, se joindre symboliquement aux protestations. Ensuite, les autorités ont envoyé les forces de police disperser plus brutalement les manifestants, tout autant sinon plus que les bandes sur lesquels les télévisions s'appesantissent.

Avec des propos convenus sur la justice et la réconciliation nécessaire, le Parti démocrate espère détourner vers les urnes en novembre la colère qui s'exprime dans les rues. Mais chasser Trump de la Maison-Blanche ne changera rien aux inégalités raciales et sociales.

Huit années de présidence d'Obama n'y ont rien changé. C'est sous sa

présidence en 2014, pour ne citer que cet exemple, que le Noir Michael Brown est mort à Ferguson, dans le Missouri, sous les coups d'un policier raciste, qui n'a pas été inculpé. Tout le poids de l'appareil d'État, qui abrite des racistes pratiquement assurés d'être impunis, pèse sur les Noirs, quelle que soit l'alternance des démocrates et des républicains aux postes de pouvoir.

Ce sont d'ailleurs les maires démocrates des grandes villes secouées par les manifestations jour et nuit depuis le 25 mai – Minneapolis, New York, Los Angeles, Chicago, Atlanta... – qui ont instauré des couvre-feux et envoyé la police au contact des manifestants. Des gouverneurs, tant démocrates que républicains, ont mobilisé la Garde nationale pour prêter main-forte à ces maires.

Concurrents électoralement, républicains et démocrates portent

conjointement la responsabilité historique de la situation. Ils se rejoignent pour essayer de protéger la bourgeoisie américaine des révoltes qui pourraient ébranler sa domination, qu'elle maintient en partie grâce à la division raciale de la classe ouvrière.

Le meurtre de George Floyd, après tant d'autres, fait détoner une poudrière sociale. La crise épidémique et l'extension effroyable du chômage en constituent les matières explosives, les dernières en date. À travers les États-Unis, une partie de la jeunesse blanche, qui voit ses rêves d'avenir s'évanouir, se joint aux Noirs qui veulent en finir avec cette société incurablement raciste. S'ils prennent conscience que le capitalisme et l'État forment un bloc, qu'il faut renverser pour ne pas revivre sans cesse les mêmes horreurs, alors cette révolte ouvrira un chemin vers l'avenir.

Lucien Déroit

Space X, un petit pas... en arrière!

Après dix-neuf heures de voyage dans l'espace, deux astronautes de la Nasa ont rejoint le 31 mai la station spatiale internationale (ISS) à 400 km de la Terre. Cet événement, banal cinquante ans après les premiers pas de l'homme sur la Lune, a pourtant été présenté comme un quasi-exploit.

Deux raisons expliquent cette médiatisation. D'une part, la capsule spatiale Crew Dragon a été mise en orbite par une fusée réutilisable Falcon 9 de la société Space X appartenant au milliardaire américain Elon Musk; d'autre part, pour la première fois depuis neuf ans et l'arrêt de la navette spatiale, les astronautes étaient emportés par une fusée américaine. Trump, qui assistait au décollage, s'est

extasié devant « cette puissance, cette technologie », avant de promettre que des Américains poseraient bientôt le pied sur Mars. Sans avoir besoin d'en rajouter, les ingénieurs russes, premiers à avoir mis un homme en orbite dans l'espace du temps de l'Union soviétique et qui envoient actuellement la plupart des femmes et des hommes vers l'ISS, ont pu se moquer de Trump et de son triomphalisme.

Reste la fusée mise au point par Space X. Contrairement aux lanceurs concurrents, russes, chinois ou européens, elle est récupérable et donc réutilisable. C'est la principale innovation de cette fusée d'une conception plus récente et qui peut emporter des charges bien plus lourdes. Mais, contrairement à ce que prétendent les admirateurs béats d'Elon Musk, ces progrès ne doivent rien à ses talents personnels ni à la propriété privée. Elon Musk, enrichi dans la spéculation au début des années 2000, cultive volontiers l'image du visionnaire entravé par les réglementations, le poids de l'État et même la frilosité

de son conseil d'administration. Pourtant les succès de sa société Space X doivent tout aux commandes de la Nasa, organisme public. En 2008, Space X a évité la faillite en signant un contrat lucratif avec celle-ci pour ravitailler la station spatiale internationale. Facturant au prix fort les lancements pour l'armée américaine ou la NASA, Musk n'a cessé de profiter des installations et de l'expérience de cette dernière pour proposer des ristournes sur ses vols commerciaux.

Dans toute l'histoire du capitalisme, de la construction des voies de chemin de fer au 19^e siècle jusqu'aux vols spatiaux du 20^e, aucun

progrès, aucun investissement significatif n'a pu être réalisé par des capitalistes privés sans l'aide permanente de l'État. En ce début du 21^e siècle, les investissements et les programmes scientifiques qui engagent l'avenir et les ressources de toute l'humanité sont laissés à la discrétion de quelques capitalistes mégalomanes comme Elon Musk ou Jeff Bezos, le patron d'Amazon qui développe sa propre société, Blue Origin, pour organiser du tourisme spatial pour grandes fortunes. Cela juge la sénilité de ce système social.

Xavier Lachau

Italie : une régularisation sur mesure pour le patronat

« *Aujourd'hui, la civilisation gagne (...) et je veux souligner que, désormais, les invisibles seront moins invisibles* » : ainsi s'émouvait Teresa Bellanova, la ministre de l'Agriculture italienne, en commentant la mesure de régularisation du travail au noir et d'attribution de permis de séjour du décret Relance, présenté par le gouvernement Conte le 13 mai.

Au sein du gouvernement, le Parti démocrate (PD) de centre-gauche s'est gargarisé de cette « mesure de justice et d'humanité », tandis que l'autre moitié de l'attelage gouvernemental, le Mouvement 5 étoiles (M5S), se montrait réticent, reprenant les arguments agités par l'extrême droite. Cette dernière poussait des hauts cris devant « l'impunité et la liberté offertes aux clandestins criminels, tandis que le gouvernement empêchait les Italiens de travailler (avec le confinement) ».

La réalité est pourtant bien loin de la nécessaire régularisation massive et sans condition de ces travailleurs, contraints aujourd'hui à une vie de surexploitation et à la clandestinité. Selon les estimations officielles, la mesure adoptée par le gouvernement pourrait concerner 200 000 travailleurs sans papiers sur les 600 000 présents dans le pays. Car seuls sont visés les bras jugés utiles, dont le manque s'est fait sentir pendant le confinement, en particulier dans

le secteur agricole, mais aussi auprès des personnes âgées. Comme l'exposait crûment le gouvernement au moment de la présentation du décret, la régularisation ne s'envisageait que pour « ceux qui pourraient nous servir dans cette circonstance particulière ». Cette mesure est d'autant plus partielle qu'elle est limitée dans le temps, le permis de séjour étant accordé pour six mois... le temps de faire les récoltes en somme !

Au plus fort de la crise sanitaire, ce sont les travailleurs, les obscurs de la société, qui ont fait tourner les services indispensables. Les plus invisibles de ces obscurs sont ces dizaines de milliers de travailleuses roumaines, bulgares, ukrainiennes, qui laissent leur famille au pays et s'occupent des enfants ou des personnes âgées à domicile, l'Italie étant aussi peu équipée en crèches qu'en maisons de retraite. Parfois logées au domicile des familles, ou par des marchands de sommeil, les sans-papiers parmi elles peuvent enchaîner des

jours de 12 ou 14 heures pour 900 euros par mois.

Pour les travailleurs des champs, c'est encore pire. Très majoritairement sans papiers, ils sont le plus souvent à la merci du système mafieux du « caporalat » : les recruteurs les emmènent aux champs moyennant finances, leur fournissent un peu d'eau, toujours moyennant finances, voire une paillasse dans un bidonville, elle aussi payante, tout en proposant des tarifs si bas qu'il ne reste pratiquement rien pour manger une fois payés tous les frais.

Loin de redonner leur dignité à ces travailleurs, comme l'a affirmé sans complexe le gouvernement, cette mesure de régularisation au rabais est faite sur mesure pour les patrons du secteur agricole, qui ont besoin d'une main-d'œuvre usable et jetable. Quant à défendre leurs droits et leur dignité, les travailleurs, avec ou sans papiers, ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Et les travailleurs agricoles qui ont fait grève le 21 mai dernier l'ont montré, en manifestant pour dire : « *La régularisation temporaire pour les besoins du marché, ce n'est pas cela la lutte contre l'exploitation.* »

Nadia Cantale



#FUTOPARANISSANYA

Espagne : non à la fermeture chez Nissan !

Jeudi 28 mai, la direction du groupe Nissan a annoncé ce que les travailleurs pressentaient depuis plusieurs semaines : la fermeture des usines de Catalogne à la fin de l'année.

Depuis début mai, l'usine de Barcelone était bloquée par une grève de travailleurs qui demandaient une réponse sur l'avenir du site. La réponse a été une véritable déclaration de guerre : l'ensemble du site sera fermé avant le 31 décembre !

Nissan a trois usines en Catalogne, dont la plus importante, Zona Franca, emploie 3 200 personnes. De ces usines dépendent 20 000 emplois indirects. C'est évidemment un site industriel connu dans toute l'Espagne.

Cette fermeture est une catastrophe pour des milliers de familles qui vont être jetées dans la misère. C'est aussi un signal qui est donné. En même temps que le Covid-19, vient la menace de fermetures d'entreprises et de licenciements dans tout le pays. Les actionnaires vont profiter de la crise sanitaire pour restructurer, rentabiliser, et peu leur importe la vie de ceux qui ont fait leur richesse.

Depuis des années, Nissan empoche les subventions du gouvernement, de la région, de la ville : 180 millions d'euros au total ! Depuis quarante ans, chaque année a été largement bénéficiaire. Pour la première fois en 2019, la direction a annoncé une perte d'exploitation.

La logique de Renault, Mitsubishi et Nissan est connue et avouée. Ils ont décidé, comme ils le disent, de restructurer leur production pour maintenir et augmenter le niveau des dividendes dans un moment de sous-activité. En clair, ils s'entendent comme larrons en foire pour faire payer leur crise aux travailleurs,

même si cela ruine des régions entières.

L'émotion était grande le vendredi 29 mai. L'ensemble des usines se sont mises en arrêt et un imposant cortège est allé couper l'autoroute qui conduit à Barcelone. Dans de nombreuses petites villes de la banlieue ouvrière, des rassemblements se sont produits devant les concessionnaires Nissan.

La direction dit que l'entreprise est en surproduction ? Les travailleurs doivent continuer à rester mobilisés pour réclamer que le travail soit ajusté à la production et soit réparti entre tous sans perte de salaire. Si l'activité est réduite, s'il y a moins à produire, il faudrait produire moins, mais que tous travaillent, et pas seulement à Nissan.

Cela aurait un coût ? Bien sûr, mais les bénéfices passés et présents n'ont pas disparu en quelques jours. En Espagne, ceux de l'ensemble des entreprises n'ont cessé d'augmenter, passant de 450 milliards annuels en 2007 à plus de 511 milliards en 2018, avec cinq années consécutives de hausse des bénéfices selon les chiffres officiels.

Non seulement le site de Barcelone doit être maintenu et les emplois préservés, mais il ne s'agit pas que de Nissan. Dans tout le pays, suppressions d'emplois et faillites sont en cours ou attendues. Alors, aux actionnaires de payer, eux qui jusque-là n'ont fait qu'empocher, et en bénéfices et en subventions ! En Espagne comme ailleurs, il faut la répartition du travail entre tous !

Jacques Muller



ASSOCIAZIONE CARTA DI ROMA

Travailleurs agricoles en grève le 21 mai.

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 208 (juin 2020) :

- Du Covid-19 à la crise de 2020
- États-Unis : de la crise sanitaire à l'effondrement économique
- Après la crise sanitaire, la Chine en crise économique
- Algérie : crise sanitaire et crise sociale
- Italie : les ravages du virus et ceux du capitalisme
- Russie : un « chef » fort pour un régime qui l'est moins ?
- 1918-1919 : quand la grippe espagnole se conjugait à la barbarie capitaliste

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,90 euro.



Travailleuses, travailleurs : un pour tous, tous pour un !

« S'ils veulent fermer l'usine, il faudra nous passer dessus », « MCA, c'est 21 ans de ma vie. À 48 ans, je retrouve quoi derrière ? Dans la région, il n'y a plus rien, ils ont déjà tout cassé. » À l'usine Renault de Maubeuge, l'annonce de la fin de l'assemblage des Kangoo, qui menace l'emploi de plus de 2 000 ouvriers, a fait l'effet d'un séisme.

Vendredi 29 mai, toute l'usine était en grève et, le lendemain samedi, une manifestation regroupait plus de 8 000 personnes. Pour une ville comme Maubeuge, c'est un succès et, pour les ouvriers, un encouragement. C'est la preuve qu'ils ne sont pas seuls : bien des commerçants, artisans et autres travailleurs de la région se sentent concernés. Et pour cause !

Que l'on soit salarié, ouvrier, employé, ingénieur ou travailleur indépendant, nous sommes tous menacés. Les secteurs qui échappent à la crise économique sont des exceptions. La règle est le ralentissement brutal et la sous-activité, quand ce n'est pas l'arrêt total pour certains commerces et petites entreprises.

Au mois d'avril, Pôle emploi a enregistré 850 000 chômeurs supplémentaires. « Il ne s'agit pas de licenciements mais d'intérimaires et de CDD qui n'ont pas trouvé de nouvelle embauche », relativise le gouvernement. Mais qu'est-ce que cela change ? Pour ces femmes et ces hommes, le résultat est le même : ils ont perdu leur salaire et ont dû se contenter, quand ils en ont eu, de leurs maigres indemnités chômage.

Et il ne s'agit là que de la première vague ! La seconde s'annonce plus dévastatrice encore. Car il ne s'agit pas que de Renault. Les

fermetures et les suppressions d'emplois, les faillites même, sont attendues dans l'aéronautique, l'ameublement, le secteur touristique, la restauration, la mode...

Mais ce qui se passe à Renault doit être un signal d'alarme pour tous les travailleurs. Le constructeur est un symbole de l'industrie française. L'État possède 15 % de son capital et son plan de suppressions d'emplois a forcément recueilli la bénédiction du gouvernement, alors même que Renault est riche à milliards et que l'État va lui en donner cinq autres sous forme de prêt !

À travers Renault, le gouvernement donne le feu vert au grand patronat. Pour sortir de la crise, celui-ci veut « dégraisser », « restructurer », « fermer des usines » ? Eh bien, le gouvernement l'y autorise ! Que les travailleurs en soient conscients ou pas, la bourgeoisie et le gouvernement ont lancé le combat. Et les tous travailleurs sont concernés car le patronat exigera des sacrifices de tous, il fera du chantage à l'emploi et se servira de la crise pour baisser les salaires et pressurer encore plus ceux qui resteront au travail.

Avec les plans de relance, des milliards pleuvent sur le grand patronat. Et pour les travailleurs, ce devrait être le chômage, la misère et l'aggravation de l'exploitation ?



À Maubeuge, le 30 mai.

Un emploi et un salaire sont les seules richesses des exploités dans cette société : personne ne peut accepter de les perdre ! Alors, il faut que les travailleurs se défendent. Il faut nous battre autour d'un objectif simple et efficace : la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire.

L'activité est réduite ? Il y a du chômage partiel ? Eh bien, il faut baisser les cadences et réduire le temps de travail, avec les salaires maintenus intégralement ! Il y a peut-être moins de travail, mais l'argent coule à flots pour le grand patronat. Quant aux profits et aux fortunes accumulés ces dernières années, ils ne se sont pas volatilisés. Cet argent

doit servir à garantir l'emploi et le salaire de chaque salarié.

La répartition du travail sans diminution de salaire est un objectif de bon sens, dans lequel tous les travailleurs, qu'ils soient en CDI, en CDD, en intérim ou en sous-traitance, peuvent se reconnaître et derrière lequel ils peuvent se souder. Ensemble, unis dans le combat, les travailleurs peuvent représenter une force considérable pour l'imposer.

À Renault, la répartition du travail entre tous, sans perte de salaire, peut être un puissant unificateur des salariés des différents sites, qu'ils soient officiellement menacés ou pas. De toute façon, les déclarations

officielles du grand patronat et du gouvernement ne valent rien. Ils mentent comme des arracheurs de dents et l'ont bien montré ces dernières années. Leur seule stratégie est d'opposer les sites et les travailleurs les uns aux autres, de diviser pour régner.

Pour ne pas tomber dans ce piège, il faut se battre pour que chacun garde son emploi et son salaire. La mobilisation a commencé à la Fonderie de Bretagne à Caudan et à l'usine MCA de Maubeuge. Eh bien, cette combativité doit s'élargir à tous les salariés de Renault et, au-delà, à l'ensemble du monde du travail !

Éditorial des bulletins d'entreprise du 1^{er} juin

Pas touche aux salaires !

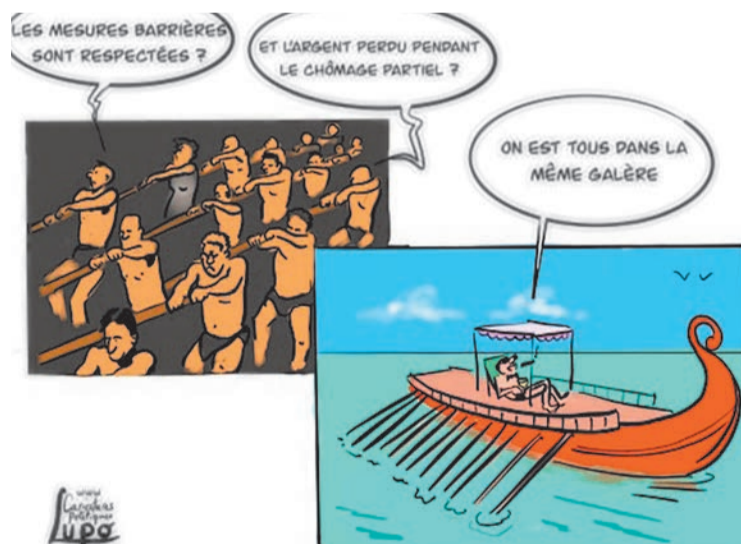
Plusieurs entreprises ont annoncé le gel des salaires en 2020, sous prétexte des pertes dues à la crise du coronavirus.

D'autres comme Ryanair font un chantage aux travailleurs : soit une baisse de salaire durant cinq ans, soit des licenciements. Chez Alstom, les augmentations négociées en début d'année, qui devaient être distribuées au mois d'avril, sont remises en cause. Même chose chez Michelin, où les augmentations prévues, entre 2 et 3 % selon les postes, sont suspendues jusqu'au « retour à la bonne fortune », c'est-à-dire jusqu'au retour du résultat de l'entreprise à son niveau de 2019. GMD, un sous-traitant automobile, a annoncé

le gel des salaires et la fermeture d'un site en région parisienne, à Lognes. Chez Derichebourg Aéronautique, la direction menace de supprimer 700 emplois, sauf si les travailleurs acceptent la suppression du 13^e mois et d'autres primes. Ce chantage a pour but de faire accepter la diminution des rémunérations aujourd'hui, mais les engagements de la direction ne valent rien, et cela ne les empêchera pas de licencier demain.

Les capitalistes suppriment des centaines de milliers d'emplois d'un côté. Ils

veulent prendre sur les salaires de l'autre et se servent du chômage comme d'un moyen de chantage. Mais les travailleurs n'ont rien d'autre pour vivre que leur salaire. Beaucoup ont déjà perdu des centaines d'euros avec le chômage partiel, et tout le monde a pu constater les augmentations de prix pendant le confinement. De plus en plus de travailleurs ont dû recourir à l'aide alimentaire pour vivre. Les salaires suffisaient déjà à peine, avant la crise, pour faire face à toutes les dépenses, et il n'y a pas de raison d'accepter qu'ils soient amputés ou bloqués alors que le coût de la vie continue à augmenter.



Les capitalistes mènent une véritable guerre aux travailleurs pour leur faire payer la crise de leur système. Ils n'hésitent pas à utiliser toutes les armes : licenciements, blocage ou baisse des salaires, intensification

du travail, suppression de congés... La solution pour le camp des travailleurs est à l'inverse : il faut prendre sur les profits passés et actuels pour payer des salaires qui permettent de vivre.

Hélène Comte

Renault : non aux suppressions d'emplois, répartir le travail entre tous !

Après les travailleurs de la Fonderie de Bretagne, après ceux de MCA à Maubeuge, ce sont ceux de l'usine de Choisy-le-Roi qui sont entrés en lutte, le 2 juin, contre les menaces des dirigeants du groupe Renault, confirmées lors du comité social et économique central (CCSE) du 28 mai.



Renault Choisy bloqué par les grévistes 2 juin.

Le constructeur automobile avait déjà lancé l'attaque grâce à des fuites à travers la presse, laissant entendre son intention de fermer trois usines en France, la Fonderie de Bretagne, Renault-Alpine Dieppe et Choisy-le-Roi, et de vider une quatrième, celle de Flins, de la plus grande partie de sa production. C'était un coup de tonnerre pour les milliers de salariés concernés, quel que soit leur contrat, CDI, CDD, mission d'intérim, embauchés par Renault ou par un sous-traitant.

Le plan d'économies de Renault n'était pas une surprise : Clotilde Delbos, directrice intérimaire après l'éviction de Carlos Ghosn, l'avait annoncé, en même temps que les résultats de l'entreprise pour 2019. Le bénéfice était négatif pour l'année, la perte affichée pour 2019 était de 141 millions d'euros. La belle affaire ! Non seulement le constructeur s'était alors vanté de disposer d'une trésorerie d'une dizaine de milliards, mais les profits accumulés pendant les dix années

précédentes grâce au travail de 179 000 salariés dans le monde – auquel s'ajoute celui de dizaines de milliers d'autres travailleurs des sociétés prestataires, sous-traitantes et agences d'intérim – se montent à environ 25 milliards d'euros.

Jean-Dominique Senard, PDG de Renault et dirigeant de l'alliance Renault-Nissan-Mitsubishi, a maintenant annoncé que, pour la « survie de Renault », ses dirigeants prévoyaient 2,15 milliards d'euros d'économies sur trois ans (dont 1,5 dans la recherche et l'ingénierie) et 15 000 suppressions d'emplois à l'échelle mondiale, dont 4 600 en France, presque un emploi en CDI sur cinq. Se gardant bien d'évoquer les emplois détruits dans le reste de la filiale, la « survie de Renault » implique pour le PDG des fermetures de sites, comme celui de Choisy-le-Roi où travaillent 260 salariés. D'autres sites sont sur la sellette, l'activité devant y être réorganisée, comme ceux de Dieppe, de Caudan, de Maubeuge ou celui de Flins où, à la fin de la Zoe électrique, plus aucun véhicule n'est programmé. Senard, invoquant une compétitivité

retrouvée dans les usines et les bureaux d'étude, se garde de prononcer le mot licenciements, mais évoque des abandons de projets au Maroc, en Roumanie, en Corée, en Russie, en Turquie et Slovénie, et la fin de partenariats en Chine. Parallèlement, l'allié de Renault, Nissan, évoque la fermeture de l'usine de Barcelone, menaçant 3 000 emplois, rien que pour les CDI.

Du côté du gouvernement, le prêt garanti de 5 milliards d'euros au constructeur a été validé le 2 juin. « Renault a besoin de cet argent pour se reconstituer », a prétendu Bruno Le Maire.

Au sortir d'une rencontre à Bercy, Xavier Bertrand, président de la région Hauts-de-France, a déclaré que l'usine de Maubeuge ne fermerait pas. 8 000 manifestants de MCA et de la ville l'ont d'ailleurs exigé dans la rue samedi 30 mai. L'usine de Maubeuge était encore présente il y a peu comme un fleuron industriel pour la production du Kangoo. À l'usine de Flins, des responsables exigent de sortir de plus en plus de Zoe, voulant faire croire qu'un nouveau véhicule succéderait à l'électrique, en guise

de récompense en quelque sorte. Il n'y a là que des mensonges, alignés pour gagner du temps.

Pour ce monde-là, celui des financiers et de leurs fondés de pouvoir en politique, ce n'est qu'un mauvais moment à passer. Se croyant fins tacticiens, ils annoncent des fermetures d'usines puis, faisant mine de reculer, des suppressions d'emplois, prétendument inévitables pour sauver l'essentiel. Mais l'essentiel, pour le monde du travail, ce n'est pas le losange ou l'image de marque, pas davantage le taux de profit capitaliste : c'est d'avoir un emploi quand le taux de chômage prend la fièvre, un salaire garanti quand les prix augmentent et que les traites s'accumulent !

Du travail, il y en a, de l'argent aussi. Dans cette guerre que les patrons de Renault ont engagée, les travailleurs des usines et des bureaux d'étude ont une arme, leur nombre. Ils devront imposer que le travail soit réparti entre tous, avec un salaire garanti, et qu'aucun travailleur, quel que soit son contrat, ne se retrouve privé de sa seule richesse : son emploi.

Viviane Lafont

MCA – Maubeuge : une mobilisation massive

Plusieurs milliers de personnes ont défilé entre le parking de l'usine MCA et l'hôtel de ville de Maubeuge samedi 30 mai, pour protester contre le projet, annoncé par Renault dans le cadre de son plan d'économies de deux milliards d'euros, de transférer l'assemblage de la Kangoo sur le site de Douai.

L'entreprise compte actuellement 2 200 salariés, dont plus de 600 en intérim, CDD ou autres contrats précaires. La réorganisation envisagée aurait conduit à laisser seulement sur le site de Maubeuge les activités d'emboutissage, avec 300 emplois environ.

Les projets de Renault ont commencé à filtrer par voie de presse le lundi 25 mai, suscitant d'abord la stupeur et l'incrédulité. En effet, tout le monde avait encore en tête la visite, en novembre 2018, de Macron et de Ghosn, alors PDG de Renault, venus promettre le lancement d'un nouveau modèle de la Kangoo, 450 millions d'euros d'investissement et 200 embauches.

Quand la confirmation officielle est tombée le vendredi 29 mai, c'est la révolte qui s'est exprimée.

Les travailleurs ont été nombreux à faire grève et la production était totalement à l'arrêt. Appelée par l'ensemble des syndicats et les élus du bassin de la Sambre, la manifestation s'est organisée très rapidement. La mobilisation des travailleurs de MCA a été massive, beaucoup venant avec des proches, des amis, des parents. L'annonce a suscité de l'émotion bien au-delà des seuls travailleurs de l'usine, car tout le monde connaît quelqu'un qui a travaillé ou travaille encore dans cette entreprise. Au travers de la sous-traitance, plusieurs milliers d'emplois dépendent directement de MCA. Les conséquences seraient donc catastrophiques pour une région qui connaît déjà un des taux de chômage parmi les plus élevés du Nord.

Mardi 2 juin, la production n'a pas repris, car tout



Maubeuge le 30 mai.

le monde était dans l'attente du résultat des négociations qui avaient lieu au ministère des Finances, à Bercy. À leur sortie, les représentants de l'intersyndicale et les élus locaux ont annoncé avoir obtenu l'assurance que la production de la Kangoo serait maintenue à Maubeuge jusqu'en 2023. Et qu'au-delà aucun transfert n'aurait lieu sans la mise en place d'un projet industriel alternatif.

Alors que, dans un premier temps, Macron s'était contenté de promettre la garantie d'emploi dans le groupe, en se mobilisant et en montrant qu'ils ne sont pas prêts à se laisser faire,

les travailleurs de MCA ont obligé Renault et le gouvernement à changer de ton. Mais ils n'ont rien obtenu d'autre pour le moment que des assurances verbales sur le maintien de l'emploi à Maubeuge, alors que Renault vient de montrer ce que valaient ses promesses. Sans compter que Renault, qui maintient ses objectifs d'économies pour pouvoir satisfaire ses actionnaires, cherchera à imposer des contreparties aux dépens des travailleurs, de leur salaire et de leurs jours de congés, comme cela s'est fait récemment pour payer le chômage partiel.

Le 3 juin au matin, lors

d'une assemblée, les représentants de l'intersyndicale ont appelé à la reprise du travail en déclarant que les salariés devraient désormais produire en se montrant « à la hauteur », autrement dit en répondant aux exigences de la direction. Mais se fier à celle-ci et à ses éventuelles promesses serait une erreur. Pour se défendre, les travailleurs devront rester mobilisés et prêts à continuer la lutte avec l'ensemble de la classe ouvrière et avec tous ceux du groupe Renault, sans se laisser diviser entre les différents sites en fonction du modèle à produire.

Correspondant LO

CGT : face à la crise, quelles perspectives ?

Devant la catastrophe sociale qui commence, devant les explosions de colère ouvrière qui s'annoncent, que propose la CGT ? La confédération dénonçant cette crise comme « systémique » affirme qu'elle ne peut trouver de solution que par une profonde transformation et évoque « un monde à reconstruire ».

Mais comment le reconstruire ? On cherche la réponse. Dans un texte signé avec les autres centrales françaises et la centrale allemande DGB après la proposition de relance de Macron et Merkel, l'argumentaire syndical se distingue à peine de celui des deux chefs d'État. Au fond il ne propose aux travailleurs que de compter sur le maintien de la construction européenne et sur les

gouvernements en place.

Un autre appel, signé par la CGT et de multiples associations citoyennes, écologistes, etc., suivi des « 34 mesures pour sortir de la crise » et publié le 20 mai, est plus détaillé. Il contient par exemple une revendication comme « Interdire les licenciements dans les entreprises qui font des bénéfices », mais reste muet sur le moyen d'action pour la faire aboutir, si ce n'est en

discuter.

Enfin, un texte de la seule CGT, « *Le progrès social et environnemental, c'est possible et urgent* », parle plus directement des problèmes des travailleurs mais montre que la même logique guide la Confédération. La crise serait la conséquence des politiques menées par des gouvernements sous l'emprise de l'idéologie néolibérale. Il faudrait donc faire pression sur ces gouvernements pour qu'ils « changent de logiciel », suivant l'expression journalistique à la mode. Et la direction de la CGT d'exiger que « des enseignements soient tirés »,

que ses propositions soient mises « en débat », de demander aux gouvernements de faire du neuf.

Si telle est la perspective, le « monde d'après » risque d'être bien semblable au « monde d'avant ». Il fut un temps pourtant, bien lointain il est vrai, où la CGT ne demandait pas aux gouvernements et au patronat de changer de logiciel, mais organisait les travailleurs pour se battre, faire valoir leurs droits, avec l'objectif final d'abolir la propriété privée. Car la politique du capital n'est pas dictée par les langueurs conjoncturelles de ses représentants politiques mais par

les nécessités de la course au profit. Et, en période de crise, le maintien des profits exige une guerre du patronat contre les travailleurs, que le pantin agité sur le devant de la scène soit Macron, Trump ou un autre.

Face à la crise, les travailleurs auront à se battre en tant que classe, sans faire aucune confiance ni au patronat ni à aucun de ses représentants politiques. Si une confédération syndicale, si des militants syndicaux ont une utilité, c'est pour propager cette idée et aider à la mettre en pratique.

Paul Galois

Sevelnord – Valenciennes : la production s'emballe, les travailleurs débrayent

Sevelnord, à Hordain près de Valenciennes, fabrique des utilitaires. La reprise a montré que le groupe PSA dont il fait partie n'avait pas de parole, on le savait déjà ! Les deux premières semaines devaient se faire au ralenti.

Mais dès la fin de la première semaine, la direction a annoncé que le carnet de commandes était brutalement passé à 15000 véhicules.

Ce fut donc le retour à deux équipes de jour et aux croisements de deux postes qu'il fallait soi-disant éviter. Les distances sur chaîne ont été abandonnées puisque celle-ci tournait à nouveau à cadence accélérée. Restaient les masques et les visières, encore plus difficiles à supporter avec la cadence et la chaleur.

Mais en plus, le 27 mai, tous ont constaté des pertes importantes sur leurs fiches de paie : la régularisation d'un trop perçu, selon la direction. Beaucoup s'attendaient à 70 euros. Mais

c'était plus souvent 200 ou 300 euros en moins, d'un seul coup. Ceux qui travaillaient en équipe de nuit, supprimée par la direction, perdaient jusqu'à 700 euros.

En fin d'équipe de l'après-midi, en bout de chaîne, 150 travailleurs ont débrayé dès la distribution des fiches de paie. Aucun syndicat n'y avait appelé, mais les travailleurs, excédés, n'en ont pas eu besoin pour décider d'arrêter le travail et réclamer des comptes.

C'est aussi ce soir-là que la direction a annoncé en CSE de nombreux samedis travaillés en juin, juillet et jusqu'en août, le lundi de Pentecôte travaillé, et seulement deux semaines de

congés payés d'été au lieu de trois l'an dernier.

Le lendemain, d'autres secteurs ont débrayé et des assemblées ont eu lieu sur le parking. Des travailleurs étaient furieux parce que leurs vacances étaient réservées et qu'il n'était pas question de les abandonner pour faire des voitures. De plus, on était déjà passé de quatre à trois semaines en août il y a quelques années. C'était déjà un recul, alors deux semaines...

Le mécontentement est bien là. La direction essaie de multiplier les réunions pour calmer le jeu. Elle évoque des avances sur salaire, encore une manière d'essayer d'obliger les travailleurs à quémander ce qui leur est dû. Elle propose par contre d'accorder une semaine supplémentaire à ceux qui pourront justifier de réservations effectuées avant le 28 mai.

La direction a voulu



cogner fort, et seule notre détermination pourra l'obliger à reculer. Les travailleurs n'ont pas de

carnet de commandes à remplir, juste leur salaire et leurs congés à défendre...

Correspondant LO

Happychic : prêt-à-porter, prêt à licencier !

Le groupe Happychic, propriété de la famille Mulliez, qui compte de grandes enseignes comme Jules, Brice et Bizzbee, prépare la fermeture anticipée de 88 magasins.

Ces fermetures, qui étaient prévues initialement pour 2022, entraîneront le licenciement de plusieurs centaines de travailleurs. Ainsi, après le chômage partiel et les pertes de salaire qu'il a occasionnées, ce sera pour beaucoup le chômage tout court.

Ces fermetures programmées n'ont pas empêché la direction du groupe de

ouvrir ses magasins dès le 11 mai, et cela dans des conditions sanitaires qui ne sont pas sans conséquences pour les travailleurs. En théorie, il faudrait surveiller le nombre de clients dans le magasin, donc compter les entrées et sorties pour garantir les mesures de distanciation. Il faudrait aussi s'assurer que tout le monde utilise bien

le gel hydroalcoolique en entrant, et porte un masque. En théorie toujours, les vendeurs devraient faire attention aux vêtements touchés ou essayés, puisque personne ne sait dire combien de temps le virus demeure sur le textile. Mais pour faire tout cela il n'y a qu'un seul salarié par étage de magasin !

Ainsi, les dirigeants, pour ne pas décourager la clientèle, ont abandonné toute idée de prévention sanitaire. Le masque n'est pas obligatoire et aucun

comptage à l'entrée n'est mis en place. Quant à faire attention aux articles touchés pour éviter les risques de contamination, même avec la meilleure volonté, cela serait ingérable pour un seul vendeur. De même, les cabines désinfectées avant l'ouverture du magasin, ne le seront pas pendant les horaires d'ouverture. Des centaines de clients y passeront donc au risque d'être contaminés.

Ainsi la famille Mulliez, non contente de jeter des centaines de travailleurs à

la rue, entend bien les pressurer au maximum auparavant, tout en multipliant les risques pour leur santé !

L'urgence pour les travailleurs de l'enseigne est d'imposer à la direction des conditions sanitaires correctes, le paiement à 100% du salaire net pour toute la période passée au chômage partiel. Elle est aussi de faire face à la perspective des fermetures de magasins pour empêcher tout licenciement.

Correspondant LO

Goodyear – Amiens : le patron condamné pour licenciements abusifs

Après sept années de procédures judiciaires, la direction de l'entreprise Goodyear a été condamnée par le conseil des prudhommes d'Amiens jeudi 28 mai.

L'usine de pneus avait fermé en 2014, jetant à la rue ses 1143 salariés. En 2018, 832 ex-salariés faisaient comparaître la direction du groupe devant le tribunal des prudhommes, déplacé pour l'occasion dans l'amphithéâtre de la plus grande salle de spectacle d'Amiens.

Les ouvriers contestaient leur licenciement, présenté comme une nécessité économique par la direction. Lors de la fermeture du site,

le Code du travail qualifiait encore d'abusifs les licenciements dans les usines d'un groupe bien portant. Il est vrai que depuis, les lois Macron ont simplifié la tâche des patrons licencieurs, puisque c'est sur la base des résultats de chaque site de production qu'est appréciée la justification des suppressions de postes.

Les ex-salariés ont donc eu le loisir de démontrer que, l'année de la fermeture,

la multinationale avait réalisé un bénéfice de 3 milliards de dollars, le plus important jamais affiché depuis sa création, et distribué 1,5 milliard de dollars à ses actionnaires. De leur côté, les avocats de l'entreprise n'ont pas réussi à convaincre que l'usine Goodyear d'Amiens était une entreprise indépendante, une sorte de sous-traitant aux comptes déficitaires et séparés de la multinationale.

L'usine ne rouvrira certes pas pour autant, et la direction se réserve le droit de faire appel. Mais, en cette période pleine d'annonces de licenciements, cette victoire judiciaire a mis du baume au cœur des ex-ouvriers de l'usine. La majorité est toujours au chômage ou en contrats précaires, et sept d'entre eux avaient été condamnés à de la prison avec sursis pour avoir retenu une nuit les deux cadres venus leur annoncer les conditions de la fermeture. Malgré tout, les ouvriers ont montré leur détermination pour réclamer leurs droits.

Le calcul des indemnités dues aux ex-salariés sera fait ultérieurement. Mais, en parlant de ce jugement, Évelyne Becker, ex-députée CGT, a pu estimer qu'il « nous rend notre dignité face à une multinationale qui nous a méprisés et humiliés ».

Correspondant LO



RATP Bus : pour la direction, mieux vaut punir que prévenir

À la RATP Bus, deux semaines à peine s'étaient écoulées depuis le début du déconfinement que la qualité des masques et le nombre de lingettes pour nettoyer le poste de conduite commençaient déjà à diminuer ici ou là.

Mais, surtout, confrontée à la perspective de l'augmentation du nombre de passagers avec la fin des restrictions de circulation et à une mise en demeure de l'inspection du travail, la direction se décharge en augmentant la pression sur les conducteurs. Désormais, elle demande à chacun de signer la fiche « 5 réflexes à la prise de service », qui liste les équipements qu'elle-même est censée fournir aux conducteurs. Dans la foulée, elle annonce le retour de la brigade de surveillance du personnel, qui doit contrôler le respect de ses consignes

dans les bus et les terminus. Il devient ainsi possible d'avoir un rapport, voire une sanction disciplinaire, pour avoir mis un masque avant le 8 avril – alors interdit par la direction – puis un autre rapport début juin pour ne pas en porter. Cela pourrait être également le cas pour avoir été trop nombreux dans un terminus, ou pour n'avoir pas respecté les sens de circulation dans les dépôts, alors que la direction organise la suroccupation des locaux, par exemple par la réintroduction de services incluant plusieurs heures de coupure entre

deux périodes de travail.

À ce climat de menaces s'ajoute la tenue d'un conseil de discipline pour faits de grève contre deux militants CGT des dépôts de Vitry et de Flandres, Alex et Ahmed, prévue le mercredi 10 juin. Et, comme si cela ne suffisait pas, Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France, fait maintenant du chantage aux dépens des travailleurs de toute l'entreprise, en prétendant que, si elle n'obtient pas une rallonge de l'État, les salaires de juillet pourraient ne pas être versés.

Les raisons de se joindre au rassemblement de soutien à Alex et Ahmed à 13 heures le 10 juin à Paris, place Lachambeaudie, ne risquent pas de manquer !

Correspondant LO

Enseignes du vêtement : pour habiller les salariés, déshabiller les actionnaires

Après deux mois et demi de fermeture de leurs magasins décidée par le gouvernement, plusieurs enseignes parmi les plus grandes du secteur de l'habillement en ont profité pour demander leur mise en redressement judiciaire, et l'ont obtenue.

Cela permet le dépôt des offres de repreneurs, le dépeçage des enseignes et, à chaque fois, des charrettes de licenciements.

L'emploi est bien le dernier des soucis pour les capitalistes. Seuls comptent pour les repreneurs le nombre de magasins à capter et surtout le caractère stratégique de leur implantation face à leurs concurrents. C'est une étape dans la guerre de position qu'ils se livrent pour conquérir des parts de marché.

À chaque défaillance d'une enseigne, les candidats à la reprise, tels des vautours, tournent autour de leur nouvelle proie, et même de plusieurs à la fois. C'est ainsi que le groupe Beaumanoir, qui contrôle entre autres Cache Cache et Bonobo et qui a déjà racheté en 2019 Morgan au groupe Vivarte, a déposé une offre de reprise à la fois sur Camaïeu et sur Naf Naf, ex-enseigne de Vivarte rachetée il y a deux ans par un groupe chinois.

Pour La Halle, enseigne du groupe Vivarte, pas moins de sept offres ont été déposées, pour un total de 502 magasins sur 830 et de 3 195 salariés sur 5 391 actuellement à l'effectif. Une seule offre étant acceptée, c'est dire que plusieurs

milliers de salariés de La Halle vont se retrouver sur le carreau. Et la liste des licenciements va encore s'allonger avec le dépôt de bilan d'autres enseignes importantes de l'équipement de la personne comme André, Orchestra ou l'enseigne de meubles Alinéa, membre de la galaxie Mulliez, propriétaire multimilliardaire d'Auchan.

Les propriétaires de toutes ces enseignes ne sont pas des petits commerçants en difficulté et pris à la gorge après deux mois et demi de fermeture. Ils caracolent pour la plupart dans le tableau des plus grosses fortunes du pays, comme les Mulliez. Mais c'est aussi le cas de la famille Descours, ex-proprétaire du groupe André puis de Vivarte, groupe qui en l'espace de dix ans est passé de vingt enseignes à trois, assurant l'enrichissement continu de ses actionnaires. Et les financiers qui ont avancé les fonds nécessaires au rachat et au dépeçage de ces groupes et organisé leur endettement sans fin, y ont aussi trouvé leur compte.

La crise est leur crise, et pas celle des travailleurs. Ceux-ci n'ont en aucun cas à payer la note de la gabegie des capitalistes.

Philippe Logier



En novembre 2019, à Gisors.

Hôpital de la Pitié-Salpêtrière :

“c’est pas dans le Ségur qu’on obtiendra satisfaction”

À l’hôpital de la Pitié-Salpêtrière (Assistance publique-Hôpitaux de Paris), les lits de réanimation et d’hospitalisation classique se vident petit à petit des patients atteints du Covid-19 et les services retrouvent leur activité normale. Mais cela va de pair avec les conditions de travail habituelles, c’est-à-dire le sous-effectif et le manque de matériel.

L’ensemble des soignants ne veut plus de ce retour à l’anormal, surtout après cette période d’intenses efforts. Alors, jeudi 28 mai, par le simple bouche à oreille des réseaux sociaux, ils se sont retrouvés à près de 80, à 13 heures, dans le parc central de l’hôpital, pour protester et montrer que les applaudissements de 20 heures de la population ne peuvent suffire. Ils ont fait le tour de l’hôpital en appelant les collègues aux fenêtres des services, pour finir à l’entrée principale où les attendaient une trentaine d’habitants du 13^e arrondissement appelés à les rejoindre.

Aux cris de « Augmentez les salaires », « Embauchez », « Pas de retour à l’anormal », « Du fric pour l’hôpital public », les soignants ont dénoncé le Ségur de la santé qui se tient actuellement et dont ils n’attendent pas

grand-chose. Le gouvernement tient à sa ligne de conduite, et seule une mobilisation de tous, à l’hôpital comme dans tous les secteurs, pourra l’obliger à changer de politique, à augmenter les salaires, à embaucher, à ouvrir les lits nécessaires dans les hôpitaux publics et à mettre l’argent qu’il faut pour tout cela, plutôt que d’arroser à coups de milliards le grand patronat.

Les soignants, surtout des soignantes, qui ont participé en étaient très fières et remotivées, et cela a donné envie à d’autres de faire l’effort pour la prochaine fois.

Un rendez-vous a été fixé tous les jeudis, à l’instar d’autres hôpitaux mobilisés depuis déjà quelques jeudis ou mardis. La ligne de mire est la journée de grève et de manifestation du 16 juin.

Correspondant LO



Le 2 juin à Saint-Maurice.

Hôpitaux de Saint-Maurice : mobilisation pour la paye

Fin avril, une partie des 2 200 salariés des Hôpitaux de Saint-Maurice (HSM), dans le Val-de-Marne, ont eu la mauvaise surprise en consultant leurs relevés bancaires de voir leur paye amputée.

Les heures supplémentaires, de week-end, indemnités de nuit et jours fériés n’étaient pas payés. Et fin mai ce sont cette fois 1 120 agents, soit la quasi-totalité de ceux qui doivent toucher ces éléments variables de salaire, qui constataient le vol. Cela représente souvent 25 % du traitement de base, parfois de 300 à 500 euros, cela sur de petits salaires.

Suite à un rassemblement d’une soixantaine de personnes, jeudi 28 mai, la direction a mis en avant un dysfonctionnement du logiciel de paye. Elle s’engageait à régulariser la situation avant le 5 juin. Mais le lendemain, elle revenait sur sa promesse et proposait de ne régulariser que la situation de 300 agents de catégorie C et le restant au 17 juin,

tendant de créer une division dans le personnel et cherchant la caution des organisations syndicales pour cela.

Le 2 juin, un nouveau rassemblement était appelé par les organisations syndicales Sud et CGT. De nombreuses interventions ont dénoncé le fait qu’une partie du personnel ne pourrait pas manger à sa faim ce mois-ci, car les salaires sont déjà au plus bas. « On est là. On a tout fait pendant le Covid. Leurs remerciements, on n’en veut pas. On veut notre argent ! » Alors que certains ne proposaient qu’une délégation, plusieurs participants ont dit : « On va tous à la direction ! » Une soignante a pris la parole : « Nous, les hospitaliers, on est trop gentils, on doit se faire entendre ! » Ce sont alors les

120 participants qui sont allés à la direction en criant : « La paye, la paye, pas de remerciements ! »

Devant la mobilisation, la directrice de l’hôpital et la DRH ont dû venir s’expliquer devant l’ensemble de l’assemblée. À leurs excuses, plusieurs ont répondu : « Nous ne voulons pas d’excuses, mais notre argent. » Elles se sont alors engagées à verser l’intégralité du retard de paye pour la fin de semaine.

De plus, alors que la direction envisageait de n’attribuer qu’une prime de travaux dangereux pour un montant de 14 euros par mois, pendant la période liée au Covid, elle s’est engagée à verser le taux maximum, soit 94 euros par mois pour les trois mois.

Même s’il faut veiller à ce que ces engagements soient bien tenus, cela montre que la mobilisation a payé.

Correspondant LO



SERGE DIGNAZIO

EHPAD : le pire a-t-il été évité ?

Depuis le début de l’épidémie, le président, le Premier ministre ou le ministre de la Santé n’ont pas manqué une occasion de rappeler la nécessité de protéger les plus vulnérables, et en particulier les personnes âgées. Le bilan qui peut commencer à être tiré sur ce point montre que c’est l’inverse qui s’est produit.

Les visites dans les Ehpads ont été interdites le 13 mars, et les résidents ont été confinés ensuite chacun dans leur chambre avec, comme seuls contacts humains, un personnel pas assez nombreux, qui a longtemps manqué de matériel de protection puisque, au départ, seul l’hôpital était

prioritaire. Ce n’est que le 22 mars que des masques ont été promis au personnel par le ministre de la Santé, et ils ont souvent mis beaucoup plus longtemps à arriver. La situation dans certaines maisons de retraite a alors tourné au cauchemar, tant pour les soignants que pour les résidents.

Loin d’y éviter l’épidémie, la politique menée a transformé les Ehpads en foyers pour celle-ci. À Paris par exemple, la moitié environ des 7 000 résidents ont finalement été testés positifs au Covid et près d’un sur dix en est décédé. À la maladie s’est ajoutée la détresse psychologique de bien des personnes âgées, qui se sont retrouvées coupées de leurs proches et même de toute vie sociale.

Les visites ont été autorisées dans des conditions très restreintes le 19 avril, et le déconfinement n’a rien

changé sur ce point. L’état devrait se desserrer un peu, puisque les résidents vont maintenant pouvoir recevoir deux personnes dans leur chambre sous la surveillance d’un membre du personnel.

Selon les chiffres officiels, la moitié des personnes décédées de la maladie vivaient en Ehpads. Un grand nombre de familles veulent aujourd’hui porter plainte. Si des procès ont lieu, ils mettront peut-être en lumière les conditions indignes dans lesquelles ces personnes âgées sont

mortes et les responsabilités des propriétaires des Ehpads et des politiques qui, à part de belles paroles, n’ont rien fait pour empêcher la catastrophe de se produire.

Quant au scandale des Ehpads et de la façon dont les personnes âgées dépendantes sont accueillies dans des structures souvent gérées par des capitaux privés, avec pour seul objectif le profit, tant de fois dénoncé par leur personnel bien avant la crise du coronavirus, combien de temps encore va-t-il continuer ?

Jean Pollus

Compagnies low cost : attaques de haut vol

La compagnie aérienne à bas coût Ryanair, faisant valoir l'arrêt quasi total de ses avions durant le confinement et ses difficultés à retrouver des clients, a décidé de se payer sur le personnel.

Les pilotes devraient accepter de baisser leurs salaires de 20%, faute de quoi l'entreprise licencierait un tiers d'entre eux et presque autant de copilotes basés à Bordeaux, Marseille et Toulouse. Les nouveaux pilotes seraient embauchés à un tarif plus bas. Le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) aurait décidé de coopérer avec la direction, sous prétexte qu'elle se serait engagée à ne licencier personne.

Le personnel navigant commercial (PNC), c'est-à-dire les hôtesses de l'air et les stewards, a reçu le même

type de proposition, en réalité de chantage: une baisse de salaire de 10% dès le 1^{er} juillet, puis une réduction d'un cinquième de leur temps de travail – donc de réduction des primes – et 300 euros de moins sur une paye.

Leur salaire tomberait à 1200 euros par mois. Le tout serait imposé pour une durée de cinq ans, après lesquels tout pourrait revenir à la normale, comme le suggère la direction qui ne s'engage à rien et donne aux syndicats cinq jours pour signer; sinon 27 PNC sur 160 seront licenciés.

D'autres entreprises du secteur, comme la compagnie low cost EasyJet, ou liées à l'aéronautique font de même. Derichebourg Aeronautics Services, sous-traitant d'Airbus, propose à ses salariés de renoncer à leur treizième mois et à leur indemnité de transport, simplement pour réduire le nombre des 700 suppressions de postes prévues par le plan de la direction.

Le patronat est très vite passé à l'attaque, maniant soit le prétendu plan social classique, soit les accords de performance collective, mis au goût du jour par la loi travail, une méthode encore plus expéditive pour peu que les syndicats signent et que les travailleurs ne réagissent pas.

Des sacrifices pour qui ?



Les promesses d'une amélioration future ne risquent pas d'abuser les salariés : beaucoup se souviennent des accords chez Bosch, Smart ou Continental, où l'avenir s'est révélé catastrophique : catastrophique pour les travailleurs, mais pas pour les actionnaires.

D'ailleurs, au passage, les compagnies EasyJet et

Volotea vont profiter du fait que le gouvernement a exigé d'Air France l'abandon de certaines dessertes régionales. Elles visent à se positionner, dès le début juillet sur une quinzaine de créneaux de vols intérieurs, officiellement décriés comme peu écologiques, mais qui peuvent être très rentables.

Sylvie Maréchal

Air France-KLM : crise ou pas, un patron bien servi

Air France-KLM se plaint d'avoir perdu près de deux milliards d'euros à cause du gel du trafic aérien mondial, et annonce comme inévitable un vaste plan de suppressions d'effectifs parmi ses 45 000 salariés.

L'État français et l'État néerlandais, ses deux principaux actionnaires, lui promettent entre 9 et 11 milliards d'euros d'aides publiques pour renflouer ses caisses.

C'est dans ce contexte que

l'assemblée générale des actionnaires d'Air France-KLM vient de se tenir exceptionnellement à huis clos – officiellement pour des raisons de sécurité, mais aussi sans doute pour éviter que trop de ses décisions

ne transpirent à l'extérieur. Elle a donc pu approuver sereinement la rémunération de son directeur-général et patron de fait, Benjamin Smith, pour l'exercice 2019. Sa rémunération fixe s'élève à 900 000 euros. À cela il faut ajouter sa rémunération variable: 768 456 euros. Mais la direction d'Air France-KLM a précisé, sans doute de

crainte que cela ne jette de l'huile sur le feu auprès de son personnel en chômage partiel, que le versement de cette part variable était différé à fin 2020, prétendument en solidarité avec les salariés du groupe. C'est dans un même souci que Ben Smith avait récemment annoncé qu'il renonçait à sa part variable pour 2020...

alors qu'à cause de la crise elle n'aurait de toute façon pas été bien élevée.

Quant à sa rémunération variable dite de long terme, qui devrait lui être versée en 2022, elle se monte quand même à 2 millions d'euros.

Bizarre, il ne s'est pas contenté des applaudissements de ses actionnaires.

J. L.

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal juin 2020.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66% de ce don et dans la limite de 20% du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal. Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

| Tarif des abonnements | Lutte ouvrière | | Lutte de classe |
|-----------------------|----------------|-------|-----------------|
| | 6 mois | Un an | Un an |
| France, Outre-mer | 20 € | 40 € | 15 € |
| Outre-mer avion | 28 € | 56 € | 17 € |
| Reste de l'Europe | 38 € | 76 € | 20 € |
| Reste du monde | 46 € | 91 € | 24 € |

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO

www.lutte-ouvriere-audio.org

Hong Kong: **Trump, étrange défenseur des libertés**

Vendredi 29 mai, Trump a annoncé l'annulation du statut spécial dont bénéficiait Hong Kong dans ses relations avec les États-Unis depuis la rétrocession de l'ex-colonie britannique à la Chine en 1997 avec la garantie de bénéficier d'une autonomie politique et administrative pendant 50 ans.

La formule « Un pays, deux systèmes » résumait le statut autonome du territoire. La décision de Trump implique notamment la suspension des exemptions commerciales et de la coopération judiciaire. Elle fait suite à l'adoption la veille par l'Assemblée nationale populaire, le Parlement chinois, d'une loi sur la sécurité nationale destinée à interdire à Hong Kong « la trahison, la sécession, la sédition et la subversion ».

Avec ce texte, le pouvoir chinois tente d'empêcher la reprise du mouvement qui, pendant huit mois, à partir de juin 2019, avait donné lieu à d'importantes manifestations, mobilisant parfois quotidiennement, une large fraction de la population hongkongaise, en particulier dans la jeunesse étudiante. Les manifestants étaient parvenus à mettre en échec la tentative des autorités locales inféodées à Pékin d'autoriser les extraditions vers la Chine. Aujourd'hui, les dirigeants chinois voudraient mettre un terme à la contestation en prenant en main directement la répression judiciaire.

Pour justifier sa décision, Trump a déclaré que Hong Kong ne pouvait plus être considéré comme un

territoire autonome par rapport à la Chine et que cette loi renforçait « la mainmise du système sécuritaire chinois sur ce qui était jusque-là un bastion de liberté ».

Le Trump qui pose en défenseur de la liberté de manifester à Hong Kong est le même qui envoie l'armée contre ceux qui protestent contre les violences policières aux États-Unis ! Les dirigeants des grandes puissances qui, à la suite du président américain, ont accusé la Chine de mettre en danger la démocratie à Hong Kong font preuve de la même hypocrisie. Ils se montrent bien moins soucieux des libertés quand elles sont mises en cause par leurs alliés, du gouvernement israélien à la monarchie saoudienne.

En réalité, Hong Kong, avec son millier de kilomètres carrés où s'entassent quelque sept millions d'habitants, n'a jamais été un « bastion de la liberté » mais le produit de la politique des grandes puissances impérialistes, à l'époque où elles s'étaient partagé l'Asie en massacrant et en opprimant les populations locales. Jusqu'en 1997, cette enclave était un des joyaux de l'empire britannique, qui ne s'est jamais soucié



des libertés des peuples qu'il dominait. Avec le blocus économique imposé en 1949 par les États-Unis à la Chine de Mao, Hong Kong a joué le rôle de porte d'entrée des marchandises occidentales. Avec la réintégration de la Chine dans le marché mondial, Hong Kong, grâce à son statut d'autonomie et sa monnaie locale, a attiré les capitaux cherchant à s'investir dans l'économie chinoise. Ainsi deux tiers des investissements étrangers en Chine passent par Hong Kong, qui est devenu la troisième place financière mondiale. L'État chinois y a trouvé son compte, ayant accès à

une source de financement pour ses entreprises. Quant aux groupes capitalistes occidentaux, à commencer par les grandes banques américaines, ils ont pu réaliser par ce biais des profits considérables.

Le sort de Hong Kong a toujours dépendu de l'évolution des relations entre les États occidentaux et la Chine. Aujourd'hui, pour des raisons de politique intérieure, lancé dans une campagne pour sa réélection, Trump ne cesse de désigner l'État chinois comme le bouc émissaire, responsable de tous les maux économiques et sanitaires. Cela correspond

aussi à une politique traditionnelle de l'impérialisme américain qui peut ainsi justifier auprès de sa population le rôle de gendarme du monde.

Pour les dirigeants de Washington, la défense de la démocratie à Hong Kong n'est qu'un prétexte parmi bien d'autres pour alimenter une tension avec la Chine et une surenchère qui, avec l'aggravation de la crise, est de plus en plus lourde de menaces. Quant à conquérir durablement sa liberté, la population de Hong Kong ne pourra le faire qu'en liant sa lutte à celles des populations de toute la Chine.

Marc Rémy

Burkina Faso : **Barkhane renforcée, la terreur persiste**

Dans l'Est du Burkina Faso, cinquante personnes ont été tuées samedi 30 mai lors de l'attaque d'un marché au bétail. Suivant leur habitude, les djihadistes ont fait irruption à moto et ont ouvert le feu sur les habitants et les commerçants présents, les poursuivant jusque dans la brousse.

Les attaques des groupes djihadistes se multiplient ainsi dans le pays, et le fait que les effectifs de la

force française Barkhane ont été portés début mars à 5 100 hommes n'y a rien changé. La population de

régions entières, coïncée entre les différentes bandes armées, ne sait plus où s'enfuir pour retrouver la sécurité.

Les convois de commerçants sont eux aussi régulièrement attaqués, et ne circulent plus que sous la protection de milices armées, ces groupes

d'autodéfense koglweogo qui se sont tristement illustrés par leurs exactions contre la population peule. Des dizaines de villages sont désormais totalement contrôlés par les djihadistes, qui y font régner la loi islamique, forçant les femmes à se voiler et obligeant les écoles à fermer.

Les djihadistes attisent les vieux conflits, incitant les éleveurs à récupérer les terres appartenant aux cultivateurs, et se présentent comme des justiciers face à un État corrompu. Face à eux, l'armée burkinabé se soucie bien peu de protéger les villageois. Quand elle arrive sur place, une fois les djihadistes partis, c'est pour exercer des représailles contre la partie peule de la population, indistinctement accusée de les soutenir parce qu'elle est de confession musulmane. Pour fuir cette spirale de violence, 800 000 Burkinabés, soit un habitant sur vingt, ont dû fuir leur foyer.

Il y a bientôt six ans, un espoir s'était levé au

Burkina. Le dictateur Blaise Compaoré avait été renversé par un soulèvement populaire qui avait jeté dans la rue toute une jeunesse désireuse de mettre fin à la corruption et au régime policier. La France, après avoir exfiltré Compaoré vers la Côte d'Ivoire, avait alors manœuvré pour que ces aspirations soient déçues et que succède au dictateur en fuite un régime tout aussi corrompu et antipopulaire, le seul type de régime que l'impérialisme français peut tolérer dans ses anciennes colonies. Les djihadistes arrivant du Mali voisin n'ont ainsi eu aucun mal à recruter des adeptes en s'appuyant sur la haine que suscite un tel État, avant aujourd'hui d'imposer leur terreur.

L'armée française est là pour protéger ce régime, et certainement pas la population burkinabé. Celle-ci continue au contraire à payer très cher la mainmise de l'impérialisme.

Daniel Mescla

